

" Le projet du marché commun tel qu'il nous est présenté est basé sur le libéralisme classique du XXème siècle selon lequel la concurrence pure et simple règle tous les problèmes. L'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes, soit elle recourt à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit à la délégation de ses pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle au nom de la technique exercera en réalité la puissance politique, car au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale, finalement une politique au sens le plus large du mot, nationale et internationale. »

Pierre Mendès-France (1957)

Source. Comité Valmy. Décembre 2005

Introduction.

Si la démocratie est en crise, comment la rénover, ou la réinventer ?

Faut-il rénover la démocratie ? Vers un nouveau cycle de la vie des démocraties. Page 1.

Thème numéro 1.

La nécessaire réappropriation collective de nos conditions d'existence. Page 5.

Thème numéro 2.

Démocratie et totalitarisme. Page 5.

Thème numéro 3.

La post-démocratie. Page 42.

Thème numéro 4.

Eloge du conflit en démocratie. Page 45.

Thème n°5.

Démocratie et capitalisme. Page 51.

Thème n°6.

Se battre quand même 'pour' la démocratie ? Page 55.

Thème n°7

Alain Badiou et la démocratie . Page 59.



Introduction :

Source : MFI (26/05/2009)

Si la démocratie est en crise, comment la rénover, ou la réinventer ?

Faut-il rénover la démocratie ?

Vers un nouveau cycle de la vie des démocraties

Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France et président du club de réflexion La République des idées, définit ainsi le changement à accomplir :

« Un nouveau cycle doit s'ouvrir dans la vie des démocraties, aussi décisif qu'avaient été ceux de la conquête du suffrage universel au XIXe siècle, puis de la mise en place des Etats-providence au XXe siècle. Il faut maintenant donner à nos démocraties une assise élargie, il s'agit de les comprendre autrement et d'enrichir leur signification. Elles sont à réinventer. »

Une « démocratie-monde » s'impose

Pour lui, trois axes de réflexion sont à envisager. Premièrement, il faut réformer les modes de scrutin en introduisant des contraintes telles que la parité. Par ailleurs, le principe majoritaire ne suffisant plus à légitimer le pouvoir, des contrôles et des validations d'un type nouveau devraient être mis en œuvre pour rendre la démocratie plus permanente. Deuxièmement, il ne faut pas oublier que la démocratie est aussi selon lui une forme de société. Les inégalités s'étant accrues, « ce sont les formes générales de solidarité qu'il s'agit de ranimer », l'avenir du socialisme se trouvant dans cette voie. « Une démocratie-monde s'impose en troisième lieu avec urgence », explique-t-il enfin, soulignant la nécessité d'une coopération interétatique et d'une plus grande transparence des institutions internationales.

Elargir le système représentatif

Dominique Rousseau, professeur à l'université de Montpellier-I, pense plutôt, lui, qu'il faut retrouver « les principes de 1789 ». Reprenant les articles de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, il énumère les initiatives qui pourraient y correspondre. C'est ainsi qu'il parle « d'inventer un droit d'initiative législative pour les citoyens » en référence à l'article 6 de la Déclaration (« les citoyens interviennent personnellement dans la formation de la loi ») et propose « d'inventer les mécanismes assurant l'indépendance et la séparation des pouvoirs économiques, religieux, médiatiques, financiers » en s'appuyant sur l'article 16, celui de la séparation des pouvoirs. Il veut ainsi donner du pouvoir aux citoyens, à la justice et à la presse qui « sont tout dans la société » et « rien dans la Constitution ». « Dans nos démocraties, il faut bien convenir que le suffrage n'a plus d'universel que le nom » affirme de son côté l'enseignant et chercheur Loïc Blondiaux, en faisant référence à la non-participation politique de certains groupes sociaux, allant jusqu'à dire qu'il y a « un glissement progressif et silencieux de nos démocraties vers des formes plus ou moins contrôlées d'oligarchie ». Pour que la démocratie reste un régime d'égalité politique, il juge nécessaire d'œuvrer pour « une démocratie authentiquement participative », capable d'inclure l'ensemble de la société dans le débat politique. Dans un second temps, « une démocratie authentiquement délibérative » devrait permettre que tous les points de vue et intérêts cohabitent dans une société soient visibles

La démocratie, un « régime inachevé »

Penseur souvent sollicité aujourd'hui sur la question, le philosophe Claude Lefort dit avoir « renoncé à une démocratie idéale » et parle dans son ouvrage *L'invention démocratique* (1981) de « régime inachevé ». De même, l'avocate iranienne Chirin Ebadi nous fait prendre conscience que ce n'est pas seulement le principe démocratique occidental qui est en danger mais que c'est aussi son exportation, notamment en Asie. « Le combat pour la

démocratie est un combat qui nécessite beaucoup d'investissements, tant culturels que socio-économiques.

C'est un combat très long et à aucun moment il ne faut baisser les bras. » Un grand colloque vient d'être organisé, en France, sur le thème : Réinventer la démocratie, à l'initiative de la République des Idées (Grenoble, 8, 9 et 10 mai 2009).

De nouvelles formes « citoyennes » pour la démocratie

(MFI) « La citoyenneté européenne pourrait être l'occasion d'une rénovation de l'ambition démocratique », explique le professeur de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles, Justine Lacroix. Il faut, selon elle, donner « le plein statut de citoyen européen à tous ceux qui ont choisi de vivre au sein de son espace ». L'Europe ne doit donc pas rester cloisonnée derrière le statut des nations mais vraiment construire un régime libéral, véhiculant les principes mêmes de la démocratie : « l'égalité de dignité entre les membres d'une société ».

Les environnementalistes prennent aussi la parole sur le sujet en expliquant que la rénovation de la démocratie devra prendre en compte les problèmes écologiques que le système en place a induits. Pour Dominique Bourg, professeur de philosophie et membre de la Fondation Nicolas Hulot, « c'est un nouvel équilibre entre les droits de l'individu et ce qui conditionne leur exercice – les biens publics – qu'il va falloir inventer. La démocratie à venir devra être aussi différente de la présente que la démocratie moderne le fut de la démocratie grecque. Ce n'est pas simplement le nombre des citoyens qui les sépare, mais surtout la conception du monde ». Il propose ainsi de lier les modalités participatives de la démocratie et le savoir. Cependant, il est pessimiste sur l'aboutissement de ces idées puisque selon lui ces enjeux « exigent des décisions quasi-immédiates ».

Et si Internet offrait un nouvel espace de « débat démocratique » ? La question est souvent évoquée. L'outil internet permet à chacun de produire de l'information, de s'exprimer sur n'importe quel sujet ou encore de voter, comme c'est le cas aux Etats-Unis. Mais est-il réellement pourvoyeur de démocratie ?

Pour le sociologue Patrice Flichy, « Internet n'a pas créé un nouvel espace public de débat démocratique. C'est un nouvel outil d'information et de mobilisation. Il offre cependant des opportunités pour de nouvelles formes démocratiques multiples ».

Claude Lefort, un philosophe engagé

(MFI) Claude Lefort (1924-2010) a fondé sa réflexion philosophique sur une critique du totalitarisme, ayant pris très tôt ses distances avec le communisme. Elève de Maurice Merleau-Ponty, il participe à l'aventure de la revue Temps modernes, et fonde en 1948 avec Cornelius Castoriadis la revue Socialisme ou barbarie, orientée vers une critique du stalinisme. Il publie notamment un livre sur Machiavel, Le Travail de l'œuvre. Machiavel (1972), des ouvrages tels que La Brèche (1968) en collaboration avec Edgar Morin, et Un homme en trop, et deux ouvrages fameux : son Essai sur « L'Archipel du goulag » (1975)

consacré à Soljenitsyne, et en 1981 L'invention démocratique. A lire également : Le Temps présent. Ecrits, 1945-2005 (2007).

Pour Claude Lefort, une définition de la démocratie est de constituer « une forme de société », qui ne peut pas se réduire à un régime politique au sens conventionnel. « Sa singularité est d'être une société ouverte à la pluralité des conditions; il s'agit d'un nouveau mode de sociabilité où chacun est en relation avec tous, où l'information, la connaissance circulent, où la richesse est quelque chose qui ne "sépare" pas, les grands d'un côté, de l'autre côté le peuple... »

« La démocratie est vouée à l'invention »

Le peuple, au fondement de la démocratie ? Mais le totalitarisme aussi revendique un fondement populaire. Sauf qu'ici, certes « l'Etat est puissant, mais (cet Etat) a ses limites, et il y a effectivement une société civile, un espace public, une circulation des informations, une légitimité de la différence des opinions ; j'irai plus loin, il y a aussi une dimension du conflit qui est nécessaire à la démocratie. Et c'est une société qui est toujours d'une certaine façon en effervescence, qui n'est jamais reposée, ce qui fait qu'elle est l'objet de critique, d'insatisfaction... mais est de ce fait susceptible d'être transformée, car elle fait place à des revendications ; il suffit de voir ce qu'a été la condition sociale il y a un siècle ou 50 ans, pour s'apercevoir que c'est une société constamment en développement, qui doit l'être...

La démocratie est vouée à l'invention. »

Par ailleurs, la démocratie selon Claude Lefort ne peut être conçue en dehors de son évolution, en Occident, liée à l'expansion d'une économie de marché. « Je ne vois pas la démocratie affranchie de la lutte collective des intérêts, et je vois pas comment elle pourrait être séparée de l'économie marchande. Je suis convaincu qu'on ne peut pas "désintriquer" la démocratie sociale et politique de l'économie de marché. »

Source MFI. T.P. / A. B.

Thème numéro 1. La nécessaire réappropriation collective de nos conditions d'existence.

« ... C'est parce que la démocratie exprime une exigence de liberté et d'autonomie, qu'elle est fréquemment revendiquée par les prolétaires. Elle tire son attrait de ce qu'elle proclame une souveraineté humaine solidaire contre l'économie, l'argent, les puissants. Etre démocrate, c'est vouloir traiter autrui en semblable et nier l'inégalité entre lui et moi ; c'est partir du principe que les êtres humains partagent un essentiel. Mais cet essentiel commun est à vivre au quotidien des rapports sociaux, non dans une sphère particulière, al politique (lieu de la délibération et de la prise de décision), censée garantir ces rapports sociaux.

Il y a ici plus qu'une question de mots, car parler de « démocratie » n'est pas sans conséquence : le mot entretient l'idée de la démocratie comme principe, come condition du changement social, et contribue à faire de la démocratie la forme aliénée de la fraternité, une force libératrice mystifiée.

Et si, au lieu de chercher comment mieux partager ou reprendre un pouvoir depuis des millénaires monopolisé par les dominants, nous nous demandions justement pourquoi le pouvoir obsède les sociétés de classe au point que les exploités viennent à y voir aussi le problème n°1. »

Gilles Dauvé et Karl Nesic : Au-delà de la démocratie, Paris, L'Harmattan 2009. Page 9.

Thème numéro 2. Démocratie et totalitarisme.

Démocratie, totalitarisme et parcellitarisme

Par Alain Caillé (in Revue du Mauss, 2005/1 (n° 25), La Découverte)

Savons-nous encore penser politiquement le monde ? C'est de moins en moins probable. En apparence, pourtant, tout est à peu près simple. Les peuples d'Amérique du Nord, ceux d'Europe occidentale et quelques autres vivent dans des régimes de démocratie représentative, respectueux au plus haut point des règles de l'économie de marché et, à peu près, des droits de l'homme. Le reste du monde se divise en régimes autoritaires plus ou moins ordonnés et policés ou en régimes carrément chaotiques et voyous. Mais tous ces pays, de gré ou de force, et à des vitesses variables, sont supposés devoir rejoindre à terme les rangs des démocraties de type occidental. Il n'y a pas d'autre avenir enviable. Pas d'autre idéal que celui de la démocratie inventée en Occident.

— 2

Telle est notre représentation spontanée de l'état politique du monde.

—3

Nous n'en avons de toute façon pas de rechange. C'est pourquoi nous affectons d'y croire encore, même si, au plus profond le doute nous assaille tant les évolutions planétaires récentes la rendent problématique. Cette interprétation du monde, que nous conservons faute de mieux, a connu son plus haut degré de plausibilité au début des années quatre-vingt-dix. C'est à Francis Fukuyama qu'il est revenu de lui donner ses lettres de noblesse.

—4

Et si tout le monde s'est empressé à l'époque de critiquer vertueusement son affirmation que l'histoire est finie – en ce sens bien précis qu'il n'y a plus rien d'autre à inventer politiquement que le couplage de la démocratie représentative, des droits de l'homme et du marché –, c'est parce que personne en fait, sauf les nostalgiques des lendemains qui chantent d'antan, ne doutait qu'il n'eût foncièrement raison. Il ne faisait en effet que tirer avec hardiesse les leçons de la simplification radicale de l'histoire politique de la modernité opérée par la chute du Mur de Berlin et l'autoréfutation du communisme réellement existant. Voilà qui donnait une réponse apparemment définitive aux questions soulevées au sein du champ politique proprement moderne, celui qui a structuré le monde, disons depuis la fin du XVIII^e ou le début du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui à travers l'opposition ritualisée de la droite et de la gauche, ou de leurs équivalents locaux.

—5

Lorsqu'on y regarde d'un peu plus près, pourtant, le tableau apparaît bien différent. Si en Amérique latine, dans le sillage et sur le modèle des évolutions espagnole ou portugaise, on assiste bien, dans certains pays, et notamment au Chili et au Brésil, à la liquidation des dictatures militaires, caudillismes et autres péronismes, ailleurs la situation est au mieux bloquée. Partout dans le monde, on constate une vertigineuse explosion de la violence et la montée en puissance des organisations criminelles et des bandes armées. Ce sont elles, de plus en plus, qui font la loi en Afrique.

—6

Dans l'ancienne URSS, les promesses d'une accession à la démocratie régressent chaque jour un peu plus face au nouveau pouvoir qui mêle, en proportions indécidables, services secrets, réseaux mafieux, ancienne *nomenklatura* reconvertie en association des nouveaux riches. Au Moyen-

Orient, personne ne voit se dessiner d'évolution démocratique plausible dans un avenir raisonnablement court. En Asie du Sud-Est, en Chine, si le capitalisme triomphe en effet partout, ce n'est pas en liaison organique avec la démocratie, mais appuyé sur des pouvoirs forts et souvent contre elle.

—7

Mais, au-delà de ces lignes d'évolution empiriquement repérables, et si l'on tente de les évaluer en fonction du code symbolique des deux siècles politiques écoulés, le fait majeur de ces dernières années est sans doute l'incapacité croissante tant de la droite que de la gauche à porter encore et à faire vivre l'idéal politique de la démocratie. À l'échelle du monde, désormais, le discours démocratique apparaît de plus en plus comme une rhétorique d'Occidentaux repus et non comme un idéal universalisable.

—8

Ce rapide examen permet de conclure que nous sommes actuellement confrontés à une panne profonde de la pensée et de l'imagination politiques.

—9

Probablement sans précédent. D'une part, nous ne savons plus penser les sociétés sous l'angle de leur structuration politique. Et de l'autre, corrélativement, nous ne savons plus en fait où nous en sommes par rapport à l'idéal démocratique. Or nous n'avons pas d'idéal de rechange. Ne pouvant plus nous réclamer *a priori* d'aucun Dieu ou d'aucun Maître, c'est bien dans la liberté collective de tous les humains qu'il nous faut rechercher la source ultime de nos valeurs et de l'ordre politique. Mais comment ?

—10

sous quelle forme ? Et, surtout, pourquoi cet idéal, qui est notre seul espoir de salut collectif, devient-il chaque jour moins crédible ?

L'impensé totalitaire. Vers un retour du refoulé ?

—11

Outre l'évolution fulgurante du monde réel, bien sûr, qui nous laisse sans voix et sur laquelle il faudra revenir, une des raisons principales du blocage de la pensée et de l'imagination politiques tient au fait que ni à droite ni à gauche, en définitive, on n'a su prendre la mesure des catastrophes du XX^e siècle et tirer les leçons des guerres et des expériences totalitaires qui l'ont tant marqué. Pour la pensée libérale, difficilement capable de penser le mal sauf sur un mode

moralisateur – simplement, il faudrait qu’il n’existe pas... –, nazisme, communisme ou fascisme ont été de simples déviations du cours normal des choses et de l’histoire. Une « grande parenthèse », ouverte par cette guerre de 1914 qui aurait pu, qui aurait dû ne pas survenir, si l’on en croit Jean Baechler par exemple. Une « illusion », selon François Furet¹. Désormais le progrès peut reprendre sa marche en avant. Comme si de rien n’était ou n’avait été. À gauche, la cécité et le mutisme sont sans doute encore plus grands. Le communisme n’est plus en fait pour elle qu’un souvenir gênant, dont il vaut mieux ne pas trop parler ni interroger les causes de l’échec. Quant au concept de totalitarisme qui, par-delà les différences massives et évidentes, insiste sur les points communs partagés dans l’horreur par communisme, nazisme ou fascisme, il est d’autant plus irrecevable pour la gauche ordinaire que faute d’imagination politique, son fonds de commerce principal consiste justement dans la dénonciation rituelle du risque fasciste. La question du totalitarisme ne sera donc pas posée.

—12

Or, si une chose est certaine, c’est qu’il n’y aura pas d’avancée de la pensée politique aussi longtemps que nous n’aurons pas éclairci et identifié en profondeur les racines du mal. Personne ne peut croire que des centaines de millions d’hommes aient versé dans la passion totalitaire par hasard ou simplement par erreur². Personne ne peut être sûr non plus que nous soyons et à tout jamais immunisés contre ce risque. Aussitôt qu’on rompt avec l’optimisme de façade qui ne veut rien connaître ou se rappeler du phénomène totalitaire, une foule de questions cruciales surgissent. Les totalitarismes classiques, communiste, nazi, fasciste, sont clairement hors de saison. Pour l’instant. Mais sommes-nous sûrs qu’ils ne puissent pas renaître d’une manière ou d’une autre ? sous une forme ou sous une autre ?

—13

Reparaître sous la même forme ? – Après tout, la montée régulière des partis xénophobes en Europe, Front national, Vlaamsblok, ou Alliance nationale en Italie, sans parler du succès récent de Jorgi Haider en Autriche, est là pour nous rappeler que si la perspective d’un retour du fascisme de type classique n’est pas des plus probables – ces partis ne s’en réclament d’ailleurs pas ou pas ouvertement –, on ne peut pas non plus l’exclure. Et moins encore si une forte crise économique devait toucher l’Europe et provoquer un accroissement massif du chômage qui est déjà insupportable.

—14

Sous la forme de l'intégrisme ? – On pourra discuter longtemps pour savoir si les intégrismes islamistes, du wahabisme d'Arabie saoudite à Ben Laden, du salafisme au chiisme iranien, etc., sont à classer dans la même catégorie que les totalitarismes classiques ou s'il s'agit de tout autre chose. Les puristes feront observer qu'on ne peut pas ranger sous une même rubrique des mouvements athées et donc, en ce sens, radicalement modernes, et des mouvements profondément religieux et anti-modernes qui ne trouvent pas leur modèle et leur référence dans un avenir radieux mais dans un passé exaltant, dans la pureté perdue de l'islam originel. À quoi certains pourraient objecter que communisme ou nazisme étaient en fait des religions séculières et qu'entre religions séculières et non séculières, la différence est en définitive secondaire. Impossible de trancher ce débat sans se mettre d'accord sur un concept de totalitarisme. Disons seulement, à ce stade, que les passions suscitées et mobilisées par le fanatisme islamiste – notamment la passion sacrificielle, le culte de la mort donnée ou reçue – et les formes de gouvernement établies par les régimes qui s'en nourrissent et les alimentent, sont étrangement semblables aux passions totalitaires classiques. Et que l'islamisme radical joue donc, dans les pays de culture musulmane, le même rôle que les totalitarismes classiques en Europe et que, comme eux, il mêle fascination et rejet de la modernité.

—15

Sous la modalité de l'économique ? – Une autre hypothèse plausible est celle que le totalitarisme aujourd'hui ne serait plus un totalitarisme politicoidéologique mais un totalitarisme économique, le totalitarisme du marché et du capital. Cette hypothèse, qui a beaucoup à faire valoir en sa faveur, est fréquemment énoncée à gauche de la gauche. Mais, curieusement, sans grande conviction. Sur un mode au fond plus polémique qu'argumentatif.

—16

Pourtant, et il faudra y revenir, il est peu douteux que nous assistions aujourd'hui à une résorption dans l'économique et dans le marché de toutes les sphères de l'existence sociale, culture, science, technique, politique, sport, religion, etc., qui, sur un plan analytique, se laisse comparer à la résorption par les totalitarismes classiques de toute la pluralité humaine et sociale dans la seule sphère du politique et de l'idéologique. Là où toute pensée, toute action était sommée de se convertir en idéologie conforme, elles sont désormais tenues de se convertir en espèces sonnantes et trébuchantes (ou, plutôt, en monnaie virtuelle et en *stock-options*). Les effets ne sont assurément pas les mêmes, mais l'hypertrophie d'un des ordres de l'action sociale ou d'un type d'homme au détriment de tous les autres est comparable. Ce qui empêche pourtant les courants de la gauche radicale de prendre au sérieux cette hypothèse du totalitarisme

marchand, c'est qu'ils ne veulent en fait pas entendre parler de totalitarisme, si bien que l'imputation d'un caractère totalitaire au marché sert en définitive avant tout à laisser entendre que le totalitarisme stalinien ou maoïste n'était pas si grave que ça et qu'au bout du compte, le capitalisme et la démocratie parlementaire ne font pas mieux.

—17

Sous une forme composite ? – Une autre manière de raisonner, encore, serait de considérer que le risque somme toute le plus probable est celui du triomphe d'une combinaison de toutes ces formes de retour du refoulé totalitaire. On pourrait même faire l'hypothèse que ce retour d'un totalitarisme composite est déjà en partie accompli avec l'élection et la réélection de George W. Bush. Certains analystes américains estiment que tout bien pesé, la différence principale entre la France, où un Le Pen fait 18% aux élections présidentielles, et les États-Unis, c'est qu'aux États-Unis, Le Pen gagne les élections³. Et il les gagne notamment en mobilisant les passions religieuses intégristes, avec l'appui évident d'un capitalisme financier, militaire, médiatique et pétrolier qui bouscule tout sur son passage. La première différence avec le totalitarisme, qui saute aux yeux et qui empêche de trop prendre au sérieux cette hypothèse, au moins sous cette forme, est que Bush ne supprime pas les libertés démocratiques et se représente aux élections. Est-on sûr toutefois que Hitler, Mussolini ou Staline n'auraient absolument pas pu être élus ou réélus ? Mais il est vrai qu'ils n'en ont pas couru le risque et que cela change tout. Ce qui interdit toute assimilation avec le fait totalitaire classique, c'est qu'on ne voit pas à l'œuvre ni même en germe aucune logique d'enfermement concentrationnaire et moins encore d'extermination d'une partie de la population américaine.

—18

Sous une forme inversée ? L'hypothèse parcellitariste. – Pourtant, la conjonction des facteurs que nous notions à l'instant – le cumul d'un discours xénophobe, d'un intégrisme religieux et d'un affairisme sans complexes – ne laisse pas d'être troublante et rend inévitable la question de savoir si la victoire de Bush doit être interprétée comme une sorte d'accident, une phase délicate pour la démocratie américaine, comparable à l'épisode du maccarthysme, ou si elle ne constitue pas un phénomène plus profond. Non pas, pour les raisons qu'on vient de dire, un retour du totalitarisme classique, mais l'émergence d'une forme politique, sociale et symbolique radicalement nouvelle, par bien des aspects parfaitement opposée au totalitarisme mais qui en reprend pourtant certains traits et se tient à peu près aussi éloignée que lui de la démocratie. Nous proposons de nommer cette dernière hypothèse « l'hypothèse parcellitariste » pour désigner le fait que là où les totalitarismes historiques entendaient subordonner étroitement tous

les individus et toutes les dimensions de l'existence sociale à la loi de la totalité en mouvement, la forme parcellitaire qui s'esquisse peut-être désormais tend à transformer toute chose, tout être ou toute pensée en parcelles soumises à la loi du mouvement brownien des particules élémentaires. Ce mouvement parcellitaire, comme les mouvements totalitaires avant lui, se greffe sur l'idéal démocratique. Il s'en empare, prétend le pousser à son paroxysme et le réaliser intégralement pour en définitive s'en nourrir et le vider de son sens et de sa force. Il représente une perversion de l'idéal démocratique symétrique à sa perversion totalitaire⁴. On tentera ici de donner corps à cette hypothèse. Qui implique d'interroger les rapports entre démocratie, totalitarisme et parcellitarisme⁵.

LA QUESTION DU TOTALITARISME ET SES ENJEUX

—19

Mais, d'abord, est-il vraiment nécessaire de revenir sur la question du totalitarisme ? Son concept même est-il recevable ? À quoi bon prétendre coller des étiquettes sur des réalités infiniment mouvantes et complexes ?

—20

Ne suffit-il pas, pour défendre efficacement la démocratie, de s'en donner une définition simple et opératoire et de parler de démocratie partout où existent des élections réellement libres, un vrai pluralisme de l'opinion appuyé sur une authentique liberté de la presse, sur la pluralité des partis, sur le droit d'association et le respect des droits de l'homme, de mesurer les écarts empiriques par rapport à cette norme suffisamment claire et de lutter pour les réduire au maximum sans s'embarrasser de vaines discussions métaphysiques ?

Brève histoire du concept

—21

On ne peut pas ignorer, en effet, que la notion de totalitarisme a une histoire si longue et complexe, qu'elle est chargée et connotée de tant d'enjeux contradictoires, qu'elle est si loin de faire l'unanimité, qu'il pourrait sembler préférable de s'en passer. L'idée qu'avec l'établissement d'un État total, d'une doctrine totalitaire, on voit émerger une réalité politique radicalement nouvelle, est énoncée pour la première fois, on le sait, en 1927 par le philosophe de prédilection de Mussolini, Giovanni Gentile. Dans l'article qu'ils rédigent en commun en 1932 (« La doctrine du fascisme », *in* Enzo Traverso, *Le totalitarisme. Le XX^e siècle en débat*, Points-Seuil, 2001), Gentile et Mussolini revendiquent le totalitarisme : « Pour le fasciste tout est dans l'État et [que] rien de spirituel, pour autant qu'il ait de la valeur, n'existe en dehors de l'État. Dans ce sens le fascisme est totalitaire et l'État fasciste, synthèse et unité de toute valeur, interprète, développe et

donne puissance à la vie tout entière du peuple⁶ » [cité par Traverso, p. 126]. Et ils ajoutent, dans la même phrase, ce qui nous place au cœur du problème, que « le fascisme est opposé à la démocratie » (en tant que règne de la majorité), mais aussi que « le fascisme est au contraire la forme la plus pure de la démocratie » [*ibid.*, p. 127].

— 22

À la même époque, en Allemagne, dans *la Mobilisation totale* (1930), Ernst Jünger, un des ténors du mouvement de pensée dit de la Révolution conservatrice, l'écrivain qui aura l'oreille et l'admiration de Hitler, célèbre l'héroïsme de masse que permet la guerre moderne, magnifiée par la technique. Cette massification de l'héroïsme, qui apporte la « démocratisation de la mort » [*ibid.*, p. 118], offre, écrit-il, des « spectacles tout aussi grandioses qu'effroyables » [p. 117], qui suscitent « un sentiment d'effroi et d'envie » [p. 118].

— 23

Mais, très vite, le terme sera employé à des fins critiques pour stigmatiser, avec plus ou moins de nuances et des accents différents, le fascisme, le nazisme (réticent face à l'idée latine de totalitarisme et d'État total) ou le communisme. Le point qu'il importe de noter est que la dénonciation du totalitarisme, et donc l'usage du terme, des années trente jusqu'à la fin de la guerre et des années cinquante, sera le fait aussi bien d'auteurs chrétiens, catholiques ou protestants – comme Paul Tillich, Luigi Sturzo ou Jacques Maritain – que libéraux – tel Élie Halévy, Raymond Aron ou, plus tard, Friedrich von Hayek – ou marxistes et ex-marxistes, de Victor Serge ou Antonio Gramsci à l'école de Francfort (avec Franz Neumann ou Herbert Marcuse) en passant par Rudolf Hilferding ou même Léon Trotski. L'analyse la plus aiguë du totalitarisme, celle qui donne à la notion toute sa portée et sa puissance à la fois humaine, existentielle et conceptuelle, est certainement celle de Hannah Arendt juste au sortir de la guerre.

— 24

Mais c'est au moment où le concept triomphe aux États-Unis que, victime de son succès même, s'amorce son déclin. Sous Harry Truman, la lutte contre le totalitarisme est placée en effet au cœur de la politique étrangère américaine, devenant ainsi en quelque sorte idéologie officielle jusqu'à provoquer l'écœurement des intellectuels américains. En 1967, Jason Epstein dénonce dans la *New York Review of Books* la collusion de « la CIA et [des] intellectuels » [*ibid.*, p. 72]. En 1971, Herbert Spiro et Benjamin Barber suggèrent de se passer définitivement de ce « concept essentialiste utilisé comme une pierre de touche de la contre-idéologie américaine dans la guerre froide » [1971, p. 21 – cité par Traverso, p. 72].

—25

Curieusement, en URSS ou en Europe de l'Est, les dissidents ne font aucun usage de ce terme, sans doute trop connoté par la guerre froide. C'est en fait à Paris que l'emploi du terme va rebondir. Comme le note François Furet [1995, p. 565 – cité par Traverso, p. 81], les intellectuels français l'étudient après l'avoir ignoré au moment où les professeurs américains se mettent à détester le concept après l'avoir élaboré. Disons, en un mot, qu'il permet aux anciens marxistes, et notamment, pour commencer, aux anciens trotskistes de *Socialisme ou barbarie*, avec Cornelius Castoriadis et Claude Lefort, comme avant eux James Burnham ou Bruno Rizzi, d'opérer la critique du marxisme sans perdre les acquis de la critique marxiste du capitalisme et sans rompre avec l'idéal d'une démocratie radicale. Mais, comme aux États-Unis, d'outil d'abord principalement critique le concept de totalitarisme deviendra peu à peu, avec les nouveaux philosophes tapageurs et l'aide des médias, un simple outil de légitimation de l'ordre social existant et du néolibéralisme montant. Il aura en somme navigué entre critique radicale et apologie sans nuances de la société libérale.

—26

Concept ambigu quant à ses usages, donc. Mais malgré tout, « indispensable », comme le conclut Enzo Traverso [p. 107] au terme de son examen pourtant très critique de l'histoire du terme.

Enjeux d'une conceptualisation

—27

Indispensable, pour deux raisons liées – en plus de la nécessité générale où nous nous trouvons de repenser et de comprendre enfin les tragédies du XX^e siècle, annonciatrices de celles, peut-être pires encore, qui restent à venir. En premier lieu, au plan positif, et contrairement aux apparences, il est douteux que, pour mesurer le degré d'effectivité de l'idéal démocratique aujourd'hui, dans divers pays, on puisse se contenter d'une approche strictement empirique se bornant à enregistrer la tenue d'élections libres, l'existence d'un pluralisme des partis et de la presse. Non que ces facteurs soient négligeables, loin de là, mais ils ne permettent pas à eux seuls de répondre au doute insidieux qui nous assaille tous plus ou moins et qu'avait déjà parfaitement formulé Tocqueville, dans son anticipation du despotisme démocratique, et à sa suite nombre d'auteurs, libéraux, marxistes ou criticistes : celui que la liberté, le gouvernement par la liberté ne soit la forme la plus efficace de contrôle social, ou de gouvernementalité, dirait Michel Foucault. « Il semble que si le despotisme venait à s'établir chez les nations démocratiques de nos jours, il aurait d'autres caractères; il serait plus étendu et plus doux, et il dégraderait les hommes sans les tourmenter », écrit Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique* (Gallimard, 1961, t. II,

p. 323). Et il ajoute : « J'ai toujours cru que cette sorte de servitude, réglée, douce et paisible [...] pourrait se combiner mieux qu'on ne l'imagine avec quelques-unes des formes extérieures de la liberté, et qu'il ne lui serait pas impossible de s'établir à l'ombre même de la souveraineté du peuple⁷ » [*ibid.*, p. 325]. C'est ce même soupçon que mettent en scène les grands romans d'anticipation du XX^e siècle, de *1984* d'Orwell et du *Meilleur des mondes* de Huxley à aujourd'hui – *Globalia* de Jean-Christophe Rufin par exemple.

— 28

Soupçon sur lequel il convient de s'entendre. Il se réfute lui-même lorsqu'on considère comme Michel Foucault, et avec lui une frange de la gauche de gauche, qu'au bout du compte, toutes les formes de gouvernementalité se valent quant au degré de liberté qu'elles accordent puisqu'en dernière instance, on se trouve toujours confronté à autant de variétés de disciplines et à de simples variantes dans l'art de surveiller et punir, les plus libérales se révélant simplement, en définitive, les plus efficaces dans le contrôle. En somme, plus il y a de liberté et moins il y en a. Ce soupçon est efficace, mais à condition de ne pas le pousser trop loin. Efficace car, comme l'écrivent Joule et Beauvois en conclusion de leur *Traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, on ne peut manipuler que des personnes libres. Que par la liberté. Il existe donc une ambiguïté intrinsèque dans le rapport de la liberté et du pouvoir. Mais poussé trop loin, le soupçon s'annule. Il interdit en effet d'opérer une différence normative entre la surveillance de type totalitaire, qui espionne, emprisonne, torture et extermine, et la surveillance libérale et démocratique⁸. Plus profondément, il congédie en définitive l'idéal démocratique seul à même pourtant d'alimenter et de légitimer le soupçon porté sur l'effectivité de la démocratie.

— 29

On ne peut pas mener à terme une critique « de gauche » de la démocratie à partir de la certitude qu'elle est à tout jamais impossible, n'a jamais et ne pourra jamais exister.

— 30

Reste qu'il ne suffit pas qu'un régime se proclame démocratique pour l'être effectivement. Aucun régime d'ailleurs désormais, même les plus tyranniques et sanguinaires, ne se dit autre chose que démocratique. Si, d'un autre côté, le critère des élections libres est une condition nécessaire de la démocratie, il n'en est nullement une condition suffisante. D'abord parce que la majorité est tout à fait susceptible d'élire démocratiquement des dirigeants qui ne respectent en rien l'esprit de la démocratie. Le cas le plus parlant, bien sûr, est celui de l'élection de Hitler en 1933. Mais il y aurait beaucoup de choses à dire sur celle de Berlusconi aujourd'hui, sans parler de celle de

Haider. Plus profondément, et on touche ici au fond de vérité de toutes les critiques, de droite ou de gauche, de la démocratie, il est clair que le fait d'élire des dirigeants tous les trois, quatre, cinq ou septans ne garantit en rien que l'ensemble de leurs décisions soient en effet conformes à l'esprit de la démocratie.

—31

Il faut donc nous donner des instruments de pensée qui nous permettent d'apprécier le degré de non-respect, de déviation ou de perversion de la démocratie. La démocratie reste-t-elle démocratique lorsqu'elle devient oligarchique, ploutocratique, technocratique, bureaucratique, populiste, etc. ? Sans doute peut-elle le demeurer. À des degrés divers. L'intérêt du concept de totalitarisme, par rapport à cette discussion, c'est qu'il désigne un point limite au-delà duquel, parti d'une exigence de démocratie et même de démocratie radicale, parfaite, d'une démocratie plus démocratique que la démocratie, on se retrouve clairement dans une réalité qui n'a plus de rapport avec la démocratie. Non plus seulement une démocratie corrompue ou affaissée, mais autre chose. Une version radicalement pervertie de l'idéal démocratique.

—32

Au plan normatif, maintenant, s'il importe de reprendre à nouveaux frais le débat sur le totalitarisme, c'est parce que n'ayant pas d'autre idéal concevable que l'idéal démocratique, il nous faut le prendre au sérieux, veiller en quelque sorte sur lui, repérer et dénoncer tout ce qui l'affaiblit, mais aussi, surtout peut-être, ne pas nous piéger nous-mêmes en nous laissant intimider par des idées ou des décisions qui se prévalent de leur rapport avec l'idéal démocratique alors qu'elles lui sont en fait profondément étrangères voire hostiles.

—33

Il est probable en effet qu'en amont du poids des armes ou de l'argent, la force du néolibéralisme est d'abord d'ordre idéologique. S'il impose partout ses normes, c'est d'abord parce qu'il ne trouve plus d'adversaire idéologique de force et de taille suffisantes. Faisons l'hypothèse que s'il triomphe ainsi, c'est parce qu'il a su se présenter comme le seul interprète légitime de l'aspiration démocratique, cette force irrésistible, « providentielle » à en croire Tocqueville, qui balaye tout sur son passage. Et devenir par là, et pour cette raison, hégémonique. À tout ce qui fait problème aujourd'hui, de l'artificialisation du vivant à la marchandisation de la culture, de la science, de la politique, du sport ou de la religion, au développement des biotechnologies en passant par les OGM, l'épuisement des ressources naturelles, la montée du risque climatique ou industriel, la dislocation des États et des cultures au profit du crime organisé, etc., à tout cela nous ne savons

plus *in fine* quoi objecter car il nous semble que c'est le résultat de la norme démocratique elle-même.

—34

Et à celle-là, nous ne pouvons pas nous opposer puisque nous n'en avons pas d'autre à disposition.

—35

Telle est au fond la raison première de notre impuissance politique et de la régression mondiale de l'aspiration à la démocratie. Comment croire encore en la démocratie et espérer répandre la foi démocratique si tout ce qui menace la survie de la planète et des normes d'humanité ancestrales, la *common decency* invoquée par Orwell, se présente justement comme l'incarnation et le résultat nécessaires, « providentiels » du fonctionnement de la démocratie ? Le déclin de la militance politique et idéologique, l'impossibilité de recruter des opposants réguliers à la mondialisation néolibérale et de bâtir un autre monde au-delà des grands rassemblements festifs, eux-mêmes coulés dans le moule de la culture spectaculaire marchande, trouve là, au-delà ou en deçà de tout ce qui peut être écrit sur la montée de l'individualisme contemporain, sa raison d'être la plus profonde. La source des passions démocratiques est désormais largement tarie.

—36

Si nous voulons espérer peser en bien sur le cours de l'histoire du monde, il nous faudra donc soit changer d'idéal, renoncer à la démocratie, soit convaincre et nous convaincre que le monde a d'ores et déjà largement basculé dans un ailleurs de la démocratie, dans une forme de négation et de perversion de la démocratie, comparable à la perversion totalitaire et contre laquelle il importe de lutter avec la même force et la même détermination qu'hier.

—37

C'est cette seconde hypothèse qui nous apparaît quant à nous la plus plausible. Ou, si l'on préfère, la plus tentante. Elle permet en effet de marier un pessimisme de l'intelligence et un optimisme de la volonté. *Pessimisme de l'intelligence* : si elle est fondée, alors la tâche de mobiliser en faveur de l'idéal démocratique des forces variées à travers le monde va se révéler beaucoup plus difficile encore qu'on ne pourrait le croire. Alexandre Zinoviev avait fort bien montré que *Homo sovieticus*, modelé par soixante-dix ans de régime soviétique, ne serait pas aisément convertible en *Homo democraticus*. Les événements récents semblent lui donner raison. Mais si les hommes des sociétés occidentales ou assimilées sont déjà devenus peu ou prou des hommes parcellarisés,

eux non plus ne retrouveront pas aisément le chemin de la démocratie. *Optimisme de la volonté* : si, contrairement à ce que nous avons tendance à croire, le monde qui s'édifie devant nous n'est pas le monde démocratique qu'il prétend être, alors nous ne devons plus avoir de scrupules pour en mener la critique radicale.

—38

Mais cette hypothèse est-elle bien la bonne ? Nous ne pourrions pas plaider en sa faveur sans avancer maintenant un peu plus profondément dans la discussion du totalitarisme

Première approche du totalitarisme De la production des « hommes en trop » à l'illimitation

—39

Nous avons pour l'instant procédé à une première mise en place de la discussion des rapports entre totalitarisme et démocratie sans guère donner à l'un ou à l'autre de contenu conceptuel déterminé. C'est qu'il est clair qu'aucune de ces deux notions n'est susceptible d'être saisie par une définition simple. Chacune renvoie à un ensemble de phénomènes multidimensionnels qu'on ne peut aborder que de manière idéaltypique, et non essentialiste, en tentant de rassembler un ensemble de traits présentant entre eux un certain air de famille. La tâche est immense et d'autant plus décourageante *a priori* qu'on pourrait passer son temps à peser et soupeser toutes les définitions et caractérisations proposées par un nombre considérable d'auteurs ou d'écoles. Pour ne pas se perdre dans des discussions scolastiques infinies, le mieux est de tenter de se mettre d'accord sur certains traits essentiels sans cacher ses sources d'inspiration et sans prétendre occuper une position en surplomb par rapport à l'ensemble des définitions et caractérisations possibles.

—40

Posons donc que sur la question du totalitarisme, l'analyse la plus profonde et décisive est celle de Hannah Arendt (complétée par celle de Claude Lefort). Il est possible, évidemment, d'en discuter nombre de points, mais c'est très certainement elle qui a su saisir au plus profond, et au plus humain, la logique centrale qui anime les phénomènes totalitaires appréhendés dans leur irréductible spécificité. Logique qui a d'ailleurs fortement à voir avec la question de la logique, justement, puisque s'il fallait résumer en une phrase ce qu'est le totalitarisme pour Arendt, on pourrait sans doute proposer celle-ci : *le totalitarisme consiste en une mécanique irrésistible d'extermination de masse au nom de la logique d'une idée*. Nous ne tenterons pas ici de fixer les traits essentiels du totalitarisme qui découlent de cette logique idéologique exterminatrice.

Demandons-nous seulement pour l'instant ce qui pousse des hommes, et quel type d'hommes, à se laisser posséder par la logique d'une idée exterminatrice jusqu'à s'y vouer corps et âme.

—41

À faire le mal au nom du bien.

—42

L'hypothèse de base de Hannah Arendt est que les pulsions totalitaires naissent, sur le terrain des sociétés modernes, lorsqu'il apparaît des « hommes en trop » – de la même manière que selon l'analyse de Rosa Luxembourg, à qui Arendt se réfère, avec la surproduction et la sous-consommation capitaliste, il apparaît des marchandises en trop, qui ne peuvent pas « réaliser » leur valeur –, des hommes qui ne trouvent pas moyen de satisfaire leur désir d'apparaître au sein d'un monde pluriel, rendu humain par la pluralité des sujets qui l'habitent; des hommes dont la manifestation de soi (*Selbstdarstellung*) et donc l'humanité sont rendues impossibles, et qui vont chercher, dans un ailleurs géographique ou idéologique, un autre monde où manifester leur humanité, un monde dans lequel leur humanité splendide sera éclatante au regard de l'inhumanité dans laquelle seront plongés des sous-hommes à qui sera refusé ce même droit à la manifestation de soi, à l'humanité, dont leurs nouveaux maîtres avaient été privés dans l'ancien monde.

—43

La recherche d'un ailleurs géographique, c'est celle à laquelle procédera l'impérialisme anglais ou français, trouvant ses sous-hommes, ses débouchés pour ses marchandises et ses hommes en trop en dehors du continent, en Afrique ou en Asie. Le totalitarisme, et notamment nazi, le seul pour lequel les analyses d'Arendt soient immédiatement pertinentes, devra les trouver sur son sol même ou sur le sol des voisins. Il y a donc à la racine des passions totalitaires un nihilisme radical, un mépris de la vie, de l'humanité et du bonheur ordinaires, qui trouvent leur racine dans le déficit de sens qui atteint les masses dénuées d'identité, qui ne trouvent plus place ni dans le cadre symbolique des sociétés d'ordre ni dans celui des sociétés de classe.

—44

L'homme des masses totalitaires n'a plus ni état social ni même appartenance de classe assignables. C'est ce défaut de sens qui va pousser à la quête d'un sur-sens, d'un sens logique, mécanique, capable de se substituer à tous les sens possibles en les supplantant radicalement : le sens de l'histoire et de la lutte des classes, le sens de la race, le sens de l'État absolu.

—45

Ce qui importe, c'est que toute la complexité de l'histoire puisse être ramenée à une vérité enfin révélée, simple, logique et aisément maîtrisable. Ceux qui n'avaient plus grand-chose et qui n'étaient plus rien veulent devenir tout en se fondant dans le grand Tout de la vérité logique, du grand corps social réunifié, sans faille, sans trou, sans vide, le *Volk*, le Parti, l'État. La privation d'humanité, si douloureuse, ce sentiment d'abandon, de solitude, de désespoir, va se transformer en quête d'un homme nouveau, absolument nouveau, radicalement régénéré, biologiquement, idéologiquement ou politiquement sanctifié.

—46

Le point crucial, et qui fait toute la différence du totalitarisme avec les tyrannies ordinaires, même les plus cruelles et les plus sanguinaires, c'est que le pouvoir totalitaire ne se limite pas à emprisonner, torturer et tuer ses opposants, il déporte et extermine, activement ou passivement, des fractions entières de sa propre population, qui ne le menacent en rien mais qui sont instituées en ennemies par l'effet d'une pure logique du signifiant idéologique, indépendamment de toute considération stratégique, même cynique, et de toute rationalité utilitaire.

—47

Dès lors, la question propre au totalitarisme est celle de savoir pourquoi il y a, il faut qu'il y ait et qu'il crée des mauvaises cases. La réponse première est sans doute que ces mauvaises cases, sortes de signifiants zéro, indéterminés, ont pour fonction de désigner l'écart entre l'imaginaire et le réel, entre la perspective du corps social plein et sans faille, l'humanité nouvelle radicalement régénérée, et la réalité. Tout écart entre le projet et la réalité sera imputé aux occupants de ces mauvaises cases. Tout écart entre le bonheur du plus grand nombre, du bonheur de tous, et le malheur présent sera tenu pour le fait du petit nombre. Supprimons donc les occupants de la mauvaise case, le petit nombre, pour atteindre à l'extase du plus grand.

—48

Hannah Arendt y insiste à juste titre. Le propre du totalitarisme est d'être un mouvement permanent, que rien n'arrête, n'endigüe ou ne canalise.

—49

Aucune considération d'efficacité, d'utilité ou de raison. Seul l'anime, en effet, une espérance sans fin, jamais rassasiée et qui ne se nourrit que d'elle-même, qui est à elle-même sa propre fin, son propre principe, sa propre justification. Le moteur de la mécanique idéologique totalitaire,

c'est donc ce que les Grecs appelaient l'*ubris* et qu'on traduira au mieux, comme C.Castoriadis par exemple, par le terme d'*illimitation*¹⁰. Le totalitarisme est ce régime à la fois politique, symbolique et social qui sort de l'orbe de la démocratie en basculant dans l'illimitation.

Totalitarisme, démocratie et illimitation. Une définition de la démocratie

—50

C'est donc, croyons-nous, au premier chef à partir de la question du rapport à l'illimitation qu'il faut poser la question si épineuse et lancinante des relations entre totalitarisme et démocratie. Pour la grande majorité des auteurs qui recourent au concept de totalitarisme, il ne fait pas de doute que le totalitarisme est une réalité spécifiquement moderne, irréductible aux dictatures, despotismes et tyrannies d'antan, et que c'est donc sur le terrain et dans le terreau de la démocratie moderne qu'elle plonge ses racines. D'ailleurs, comment pourrait-il se produire une massification de type totalitaire si elle n'était précédée d'une massification démocratique ?

—51

Au minimum, E. Jünger l'avait parfaitement montré, aucun totalitarisme n'est possible sans une armée de masse, autrement dit sans que les professionnels de la guerre ne soient dépossédés de leur monopole par la conscription générale. Démocratique. Qui démocratise la mort.

—52

La démocratie apparaît donc comme la condition de possibilité du totalitarisme. Condition externe ou interne ? active ou passive ? C'est là que les débats font ou pourraient faire rage. Le totalitarisme doit-il être considéré comme une forme de démocratie ou comme son tout-autre ? Et la démocratie, comme une forme de totalitarisme ?

—53

Plus généralement, et au-delà de la démocratie proprement dite, où trouver les origines de la pensée totalitaire ? Dans le matérialisme et les Lumières du XVIII^e siècle ? dans la réaction romantique et la philosophie allemande du XIX^e ? dans la religion ? dans la science ? dans le scientisme, etc. ? Chacune de ces hypothèses a ses partisans et des arguments à faire valoir. Mais aucune n'éclaire directement la question des origines du basculement dans l'illimitation.

Comment se situe donc la démocratie par rapport à la démesure ?

—54

Le geste démocratique premier peut être décrit comme une réaction contre l'illimitation de la puissance, de la richesse ou de l'autorité. À ceux qui veulent s'approprier toute la puissance, tous

les désirables, tout le savoir, la démocratie impose un devoir de réciprocité et de réversibilité, l'obligation de restituer au collectif ce qui en procède. L'hostilité démocratique au despotisme, à la monarchie tyrannique, à l'aristocratie, à l'oligarchie ou à la ploutocratie, n'a pas d'autre source. Disons-le dans le vocabulaire de Spinoza et de Hannah Arendt. Tout sujet humain désire accroître sa puissance de vivre et d'agir, source des passions joyeuses, et la manifester en apparaissant dans un monde pluriel. La démocratie est d'abord un mouvement de lutte contre la captation et la monopolisation par un petit nombre de la puissance d'agir et de la manifestation de soi. Lutte contre la domination et l'exploitation. En positif, elle est mouvement d'universalisation, d'extension au plus grand nombre de cette puissance d'agir et de se manifester. À la différence des despotismes et du totalitarisme, elle ne vise pas à supprimer le conflit entre les hommes ou à dénier sa légitimité. Considérant au contraire qu'aménagé et placé au principe de l'ordre social, il est la condition de la pluralité enviable des formes de la manifestation de soi, la démocratie s'en nourrit.

—55

Rassemblant ces quelques traits, on pourrait proposer la définition suivante de la démocratie : *elle est ce type de régime politique et social dans lequel l'aspiration à la manifestation de soi et le conflit entre les humains ne sont pas déniés, supprimés ou confisqués par une autorité spirituelle, par un groupe de guerriers ou de possédants, mais reconnus légitimes et posés au contraire comme constitutifs de la communauté politique, et aménagés de manière à permettre à tous de participer à la détermination de l'histoire collective dans le plus grand respect possible de la singularité des histoires individuelles en empêchant les plus puissants de basculer dans l'illimitation.*

—56

Le danger qui guette les démocraties ainsi définies est double (ou triple).

—57

D'une part, l'issue de la lutte contre la démesure des puissants n'est jamais acquise. Dès que la lutte cesse ou faiblit, le monopole de la puissance d'agir se reforme et en prive, économiquement, politiquement, militairement ou symboliquement les moins puissants. Ou ne leur en laisse que l'apparence, des miettes, ou des simulacres, par le biais de leur identification imaginaire aux puissants. Tel est le danger réactionnaire.

—58

Mais le second danger est plus insidieux. En interdisant la monopolisation de la puissance d'agir par quelques-uns, en se proposant de l'étendre au plus grand nombre, le mouvement démocratique court le risque d'étendre non seulement la puissance d'agir mais le basculement même dans l'illimitation, l'empiètement croissant de la puissance d'agir de chacun sur celle de tous les autres. Le monopole ou l'oligopole de l'action maintenait le plus grand nombre dans les limites de la *common decency*, d'une solidarité face à la finitude qui créait un sentiment et une réalité de commune humanité. La suppression du monopole de l'agir et de la manifestation de soi ouvre à tous la perspective d'un accroissement indéfini de la puissance de vivre, mais il déclenche également l'exacerbation de la concurrence de tous contre tous pour y accéder et l'accroître indéfiniment. Et cette concurrence est le moteur même de l'illimitation. Qui peut se jouer sur le mode de l'illimitation des hommes fondus dans la masse, de l'illimitation du collectif, ou bien sur celui de l'illimitation individuelle¹¹.

—59

Personne n'a mieux exprimé cette propension à l'illimitation que Hobbes, véritable prophète des Temps modernes, écrivant dans le *Léviathan* que le bonheur ne peut consister que dans « une perpétuelle marche en avant du désir, d'un objet à un autre, la saisie du premier n'étant encore que la route qui mène au second » [*Leviathan*, Sirey, 1971, p. 95]. Ainsi, ajoute-t-il, « je mets au premier rang, à titre d'inclination générale de toute l'humanité, un désir perpétuel et sans trêve d'acquérir pouvoir après pouvoir, désir qui ne cesse qu'à la mort » [p. 96]. Désir qui, à la limite, n'aspire qu'à la mort. Surtout quand il se présente comme désir d'immortalité. Or, plus la concurrence pour accéder à l'accroissement de la puissance de vie se fait grande, plus se perd le sentiment de commune humanité au nom duquel s'organisait la lutte contre le monopole des plus puissants et plus se perd, en même temps, le pluralisme démocratique, dissous dans la multiplication des singularités, affirmées comme telles faute de trouver encore un commun dénominateur.

—60

Ces réflexions nous amènent à la conclusion que *la démocratie ne peut perdurer que sous la forme d'un double équilibre, précaire, perpétuellement menacé, entre unité de la communauté et pluralisme d'une part, entre universalisation de la puissance d'agir et lutte contre l'illimitation de l'autre.*

—61

Le premier critère pose que l'extension la plus grande du pluralisme et du conflit est souhaitable aussi loin et aussi longtemps qu'elle ne débouche pas sur la décomposition et la perte de l'unité de la communauté fondée sur la reconnaissance de la légitimité du conflit et de la pluralité humaine.

—62

Le second énonce que l'extension de la puissance d'agir du plus grand nombre doit être recherchée aussi loin et aussi longtemps qu'elle ne bascule pas dans l'illimitation générale.

—63

En fonction de ce double critère, il est possible de distinguer quatre grands types de régimes politiques et sociaux. Quatre types de réponse à la question croisée de l'illimitation et de l'unité de la communauté politique.

—64

La solution démocratique maintient un double équilibre entre unité/homogénéité et éclatement/hétérogénéité d'une part, et d'autre part, entre inaction/stérilité et ivresse de l'illimitation. Le premier équilibre assure le pluralisme, le second l'accroissement de la puissance d'agir de tous, autrement dit l'égal accès à la liberté.

—65

La solution réactionnaire limite la démesure en accordant le monopole de la puissance d'agir ou d'apparaître au petit nombre, lui-même subordonné à une loi plus ou moins transcendante. Elle dissout la pluralité dans l'homogène, l'égalité dans la hiérarchie et la liberté dans l'inaction et l'incapacité du plus grand nombre.

—66

La solution totalitaire, elle, bascule dans l'illimitation de l'homogène, de l'unité hypostasiée en un corps collectif fantasmatique. Elle exalte la liberté mais ne veut connaître que la liberté collective, la liberté de l'homogène, la puissance de la masse, au déni et au sacrifice de toute liberté individuelle.

—67

La quatrième solution, *la solution parcellitaire*, bascule à l'inverse dans l'illimitation par le biais de l'exaltation de l'hétérogène et par le sacrifice de la liberté collective à une liberté individuelle elle aussi hypostasiée et fantasmée.

—68

Tentons maintenant d'évaluer la situation des sociétés occidentales, notre situation, au regard de ces quatre possibilités. Notre hypothèse est qu'elles conservent la forme des régimes démocratiques mais que leur contenu l'est de moins en moins. Qu'à l'intérieur de cette forme se glisse, tel un bernard-l'ermite, une nouvelle réalité politique, symbolique et sociale, le *parcellitarisme*, qui se trouve à la fois aux antipodes des totalitarismes classiques et, à d'autres égards, au plus proche. Voilà qui explique que, de plus en plus, nous ayons encore des démocraties, mais plus guère de démocrates. Et que se décompose peu à peu l'*ethos* démocratique – la culture politique démocratique si l'on préfère.

—69

Nous procéderons d'abord de manière purement idéaltypique, pour établir, en nous interrogeant sur les identités et les différences entre démocraties modernes et totalitarismes d'hier, qu'il existe bien désormais une certaine réalité du parcellitarisme. Quelle part occupe-t-il par rapport à la démocratie ? Que subsiste-t-il de cette dernière ? Quels sont les mécanismes qui ont conduit à l'établissement de ce parcellitarisme ? Quelles chances laisse-t-il ouvertes à un renouveau de l'idéal démocratique ? Autant de questions essentielles, assurément. Selon les réponses qui y seront apportées, l'appréciation sur le sens même de notre propos – est-il réactionnaire ou progressiste ? réformiste ou révolutionnariste ? optimiste ou pessimiste ?

—70

démocratique ou anti-démocratique ? etc. – pourra d'ailleurs changer du tout au tout. Mais ces questions ne pourront être posées qu'en un temps second et qu'à la condition que l'hypothèse du parcellitarisme (ou de quelque chose d'à peu près identique qu'on préférerait nommer différemment) ne soit pas d'emblée réputée nulle et non avenue. Tentons donc maintenant de fixer ce qui permet de l'accréditer.

DU PARCELLITARISME. NOS DÉMOCRATIES (NÉO) LIBÉRALES SONT-ELLES TOTALITAIRES ?

—71

De tous les ouvrages plus ou moins récents qui tentent de saisir, décrire et comprendre les mutations vertigineuses survenues depuis un quart de siècle dans les formes d'organisation et de représentation du pouvoir, que ce soit dans l'entreprise, dans l'école, dans les partis politiques, dans la gestion municipale, etc.¹², mutations qui pourraient sans doute se résumer au mieux par la substitution de la « gouvernance » aux anciennes notions du pouvoir et de l'autorité, ceux de Jean-Pierre Le Goff sont certainement les plus immédiatement utiles à notre propos¹³. Décrivant

la montée d'une « barbarie douce », ils font directement écho à la prophétie toquevillienne comme à celle de Huxley et permettent de poser dans toute son ampleur paradoxale la question de savoir si la dissolution des formes anciennes du pouvoir, remplacées par une norme apparemment démocratique de l'adhésion et du contrat généralisés – rien n'est censé venir d'en haut, tout procède en théorie de la base, de la spontanéité même des individus, salariés ou écoliers –, n'aboutit pas en définitive à l'instauration de formes de pouvoir beaucoup plus puissantes, subtiles et aliénantes que les anciennes. Leur caractéristique première est que le pouvoir, désormais dénié, euphémisé ou travesti, ne se donne plus à voir comme tel, se rend invisible et somme ceux qui en dépendent de décider eux-mêmes, sur un mode pseudo-contractuel et dans le registre de l'adhésion, des changements incessants qu'on les oblige en fait à mettre en œuvre au nom d'une nécessité économique, politique, pédagogique ou gestionnaire présentée comme indiscutable. À tout instant il faut changer, évoluer, moderniser, et il n'y a pas de choix, sauf celui de se soumettre « librement » à la fatalité de la mutation.

—72

L'intérêt des analyses de Jean-Pierre Le Goff pour notre propos, outre leur caractère très parlant, est qu'elles touchent directement et explicitement à notre question centrale : cette nouvelle forme de pouvoir, déniée, est-elle de nature totalitaire ? Non, répond Jean-Pierre Le Goff. Nos démocraties sont « post-totalitaires ». Démocraties fatiguées, malades, « affaissées », certes, mais diamétralement opposées aux totalitarismes d'hier. Dans *la Démocratie post-totalitaire*, J.-P. Le Goff étaye cette conclusion en s'appuyant sur un type idéal du totalitarisme qu'il bâtit à partir des analyses croisées de Hannah Arendt et Claude Lefort. Ce type idéal retient huit traits principaux des régimes totalitaires. Sur ces huit dimensions, nous serions aujourd'hui, selon lui, aux antipodes exacts du totalitarisme. Certes il existe, note-t-il, certaines proximités. Parfois troublantes. Mais les ressemblances sont superficielles et les différences fondamentales. Or cette conclusion, au regard même de l'ample matériau rassemblé par l'auteur, ne nous paraît pas convaincante.

—73

À y regarder d'un peu plus près, entre les régimes totalitaires d'hier et nos sociétés d'aujourd'hui, on ne trouve pas huit renversements, huit oppositions diamétrales si l'on préfère, mais bel et bien d'une part, cinq continuités, où les ressemblances l'emportent sur les différences, et de l'autre, trois inversions, en effet, mais des inversions tellement radicales et excessives qu'on est amené à se demander s'il n'y a pas une logique commune – une même logique de l'illimitation – à l'œuvre derrière ces formes en effet si opposées. Appuyons-nous, pour nous donner une mesure de l'écart

et de la proximité entre totalitarismes d'hier et monde d'aujourd'hui, sur les huit traits idéaltypiques du totalitarisme dégagés par J.-P. Le Goff, en commençant par les trois renversements.

Les trois renversements

—74

À la différence absolue des totalitarismes, la société contemporaine, nous dit J.-P. Le Goff, 1) ne s'organise pas à partir d'un « grand savoir », 2) elle entretient un tout autre rapport au temps et à l'espace, 3) surtout, elle ne procède pas d'une dénégation de la division sociale.

—75

La fin du grand savoir. – Quant au premier point, le constat est difficilement réfutable. Un des traits majeurs du totalitarisme est en effet la conjonction fantasmatique absolue du savoir et du pouvoir en la personne du chef totalitaire, supposé à la fois omniscient et omnipotent, incarnation du savoir absolu et de la liberté radicale. La chose est vraie de Mussolini, se pensant avec l'aide de Gentile comme apothéose de la philosophie politique, de Staline, génial mécanicien de l'histoire, habilité à trancher de tout (politique, économie politique, linguistique, biologie, etc.) ou de Hitler, maître de la science raciale. Sans parler de leurs émules, bâtis sur le même modèle : Mao, Grand Timonier, EnverHodja, KimIlSung ou le *conducator* Ceaucescu. En dehors des mouvances islamistes radicales, aucune de ces figures ne semble en effet conserver désormais la moindre actualité ou plausibilité. Elles sont devenues tout bonnement incompréhensibles.

—76

On ne peut néanmoins manquer d'être troublé par l'ampleur et la systématité du renversement qui est en train de se consommer aujourd'hui.

—77

Là où les dirigeants démocratiques d'hier se présentaient à la fois comme des hommes de pensée et d'action, capables, comme de Gaulle, Churchill ou Mitterrand, et à la différence des leaders totalitaires, d'alterner ou de combiner savoir et pouvoir sans confondre les deux registres, les nouveaux dirigeants démocratiques se font désormais gloire de leur inculture et de leur refus de la pensée, devenus arguments électoraux primordiaux.

—78

C'est ainsi que GeorgeW. Bush se targue de sa médiocrité scolaire, culturelle et intellectuelle, et Berlusconi se présente au premier chef sous les traits d'un animateur d'émissions de variétés

télévisées poussant bien la chansonnette. Et que, en France, pour plaire à tout le monde, il faut passer à l'émission « On ne peut pas plaire à tout le monde »... Là où le totalitarisme détruisait le savoir, la pensée et le pouvoir en les survalorisant, la démocratie affaissée, ou parcellitaire, exige la mise en scène de leur abaissement¹⁴.

—79

En amont de ces évolutions, qui pourraient sembler conjoncturelles ou anecdotiques, il faut se demander si n'est pas à l'œuvre désormais et plus généralement, par une sorte de mouvement de balancier, un processus de destruction de l'idée même du savoir et de sa valeur, qui témoigne d'un nihilisme tout aussi incisif que celui qui alimentait la dépréciation nazie, stalinienne ou fasciste de la « culture bourgeoise » même s'il n'est pas meurtrier. Là où le grand savoir totalitaire entendait tout synthétiser, et taxait d' inanité ou d'obscénité les savoirs, les pensées ou les œuvres n'entrant pas de bonne grâce dans la géniale synthèse, nous sommes désormais confrontés à un pullulement de micro-savoirs spécialisés, à une mauvaise infinité des savoirs experts, que rien ni personne n'est supposé pouvoir articuler les uns aux autres, sauf à mettre en œuvre des savoirs experts de second rang, régis par des procédures cognitives exclusivement formelles.

—80

Que ce soit par le versant du positivisme logique ou du déconstructivisme déconstructionniste, toutes les notions philosophiques, savantes ou politiques héritées qui ne sont pas immédiatement indexables sur une utilisation opérationnelle ou procédurale possible, sont peu à peu réputées nulles et non avenues. L'« inexistantisme », pour reprendre la forte expression de Marcel Gauchet, triomphe universellement. L'idée même qu'il puisse exister des savoirs de type général nécessaires à l'exercice d'une citoyenneté démocratique est elle aussi devenue à peu près incompréhensible. Et d'ailleurs, ce concept même de citoyenneté a lui aussi fait long feu. Trop synthétique, il ne se laisse pas analyser et décomposer en procédures formelles et en notions analytiques.

—81

Cette dernière remarque doit en fait nous inciter à nuancer notre diagnostic d'un grand renversement qui se serait produit par abandon d'un grand savoir unique sursignifiant au profit d'une myriade inorganisée de micro-savoirs insignifiants. Notre monde est en fait toujours régi par un grand savoir en surplomb, mais il s'agit d'un grand savoir d'un type nouveau, un méta-savoir purement systémique et formel, qui prétend révéler lui aussi la vérité cachée de tout savoir

possible en en énonçant les conditions matérielles ou formelles de possibilité et en le réduisant en définitive à ces préconditions. Et ce méta-savoir, largement invisible, issu de la cybernétique ou du structuralisme [cf. Lafontaine, 2004] et dont le cognitivisme et les théories de l'intelligence artificielle sont aujourd'hui la plus parlante incarnation, nous dit en substance qu'il n'y a rien à savoir ou à penser en dehors des conditions formelles du savoir et de la pensée.

—82

L'inversion du rapport au temps et à l'espace. – Le totalitarisme reposait sur une vision du temps dont on peut dire que, curieusement, elle était à la fois linéaire, polarisée par la flèche du temps, et circulaire. Linéaire, puisqu'elle procédait d'une dépréciation radicale de tout le passé perceptible – le passé corrompu et méprisable de la démocratie bourgeoise et des siècles l'ayant précédée – et subordonnait intégralement le présent à la perspective de l'avenir radieux à édifier. Le passé incarnait le mal, le présent n'était rien, l'avenir tout. Mais imaginativement, ce temps linéaire s'incurvait à son extrémité puisqu'au terme de l'histoire, dans les surlendemain, on était supposé devoir retrouver la pureté originelle, le communisme final s'égalant au communisme primitif, et le Reich de mille ans, enfin épuré, retrouvant la pleine vigueur de la race première. Conjonction du surlendemain, du plus que futur et du plus que passé (plus que parfait, évidemment).

—83

De même, le projet totalitaire se déployait dans le cadre d'un espace hermétiquement fermé sur lui-même, soigneusement préservé des miasmes, des séductions et des corruptions de l'extérieur – la patrie du socialisme dans un seul pays, le Reich purement aryen. Mais cet espace clos, aux frontières vigoureusement fermées, était aussi un espace en expansion permanente et indéfinie, en principe voué à s'étendre à toute la planète ou, à tout le moins, à la contrôler depuis son centre intime.

—84

Le capitalisme mondialisé, hypercontemporain, fonctionne, là encore, à l'inverse. Il ne connaît plus ni passé ni avenir. Animé par une dynamique de la révolution permanente, déjà parfaitement décrite par Marx dans *le Manifeste du Parti communiste*, il condamne l'existant, hérité d'hier, avec autant de force que le totalitarisme (« tout doit disparaître », à l'exception de ce qui peut être rentabilisé par folklorisation et muséification); mais, en revanche, s'il s'ordonne lui aussi à la représentation d'un avenir nécessaire et inéluctable, ce n'est pas dans une dépréciation du présent mais, au contraire, dans sa survalorisation. Non pas pour jouir, de

manière antiutilitariste, de l'instant. Certainement pas. Mais dans le sentiment de l'urgence absolue produit par une hyper-accélération du temps. C'est à l'instant qu'il faut décider, il n'y a pas une seconde à perdre. Et peu importe ce qui a été décidé hier ou il y a une heure, comme ce qu'on pourrait ou devrait décider demain. Demain, sans doute, nous serons tous morts, ou le monde aura de toute façon déjà tellement changé qu'il ne sert à rien de prétendre l'anticiper. C'est à la seconde ou jamais qu'il faut trancher. C'est à l'instant qu'il faut acheter ou vendre, embaucher ou licencier. Quelques minutes de retard et les cours de la Bourse auront déjà bougé, si ce n'est pas l'expert auprès du ministère ou bien le supérieur dont on dépend qui aura été muté. Le manque à gagner sera énorme. Quelques minutes et c'est trop tard.

—85

Passé et avenir se dissolvent ainsi dans l'instant¹⁵.

—86

Loin par ailleurs, et c'est là le trait le plus évident, de s'enfermer dans un espace clos et délimité, le capitalisme contemporain s'ouvre par principe et d'emblée à la mondialisation. À ses yeux tous les espaces se valent.

—87

Non seulement il n'y a plus en principe de lieux privilégiés, mais, hormis quelques espaces intégralement reconstruits pour figurer le rêve, interchangeables, muséifiés et folklorisés eux aussi – *gated communities*, parcs de loisirs ou centres de vacances –, il ne doit plus subsister que ce que Marc Augé appelait des non-lieux, des lieux de passage ou de transit indéfini – aéroports, gares ou centres commerciaux. L'ici et le là-bas se dissolvent peu à peu dans un non-lieu doué d'ubiquité.

—88

Dénégation ou acceptation de la division sociale constitutive. – Mais la différence la plus spectaculaire concerne sans doute ce qui, selon Claude Lefort, aura représenté le ressort le plus profond de la dynamique totalitaire : le refus d'accepter le fait de la division constitutive du rapport social, *i.e.* de l'impossibilité pour la société de jamais coïncider avec elle-même.

—89

C'est cette division première que le totalitarisme entend abolir en supprimant ou expulsant tout ce qui manifeste un écart à elle-même, en refusant que puisse subsister une extériorité au prolétariat, à l'aryanité ou à l'État.

—90

Pour le totalitarisme, tout doit faire corps et se nouer de manière indissoluble, le pouvoir, l'avoir et le savoir, dirigeants et dirigés, jeunes ou vieux, hommes ou femmes, travailleurs manuels et intellectuels, riches ou pauvres confondus et abolis comme tels. L'acte d'instauration des régimes démocratiques, au contraire, consiste dans la reconnaissance première du fait que les divisions constitutives de l'ordre social peuvent ou doivent être aménagées, compensées, rééquilibrées, mais qu'on ne peut pas viser à les abolir sauf à ce qu'elles fassent retour sous une forme tragique et immaîtrisable¹⁶.

—91

Pas de doute, là encore, que notre contemporanéité ne fonctionne sur ce point rigoureusement à l'envers des totalitarismes d'hier. Là où ces derniers ne voulaient voir que de l'identique, nos sociétés professent le culte de la différence et de la singularité. C'est dans ce cadre qu'il convient d'apprécier le statut, ambigu, de l'explosion récente de l'individualisme qualifié par M. Gauchet d'« hypercontemporain » ou par Robert Castel de « négatif ». Derrière ces qualifications se cache une même inquiétude : qu'à trop s'exacerber, l'individualisme et ses valeurs – les valeurs de la démocratie – ne se retournent contre eux-mêmes.

—92

Le totalitarisme ne supportait en principe l'existence d'aucune minorité, ni sociale, ni religieuse, ni culturelle, ni ethnique, etc. Chacune d'entre elles était appelée à se fondre dans le grand corps collectif des opprimés, des victimes et des vaincus appelés à se transmuier en vainqueurs et triomphateurs finaux, en déposant ses souffrances spécifiques sur l'autel des souffrances communes et partageables. Aujourd'hui, à l'inverse, personne ne semble plus pouvoir accéder à l'existence sociale légitime et chargée de sens qui ne fasse valoir son appartenance à une communauté victimaire spécifique, pouvant faire état d'un malheur ou d'une oppression incomparables, irréductibles à toute autre, pour revendiquer la reconnaissance de droits nouveaux.

—93

L'exacerbation de l'individualisme vient redoubler cette dynamique selon une modalité apparemment contradictoire mais en fait complémentaire. Apparemment contradictoire puisque la révolution du « Sujet », pour parler comme Alain Touraine, pourrait sembler devoir s'opérer contre tout communautarisme. Or, c'est le contraire qui semble se vérifier. Le Sujet individuel, « libéré », ne s'affirme d'abord qu'en tant que représentant et acteur d'une communauté dominée et aliénée, recréant ainsi sur les décombres des communautés héritées un communautarisme nouveau dont il se préservera à son tour – et là seulement intervient le moment proprement individualiste – par sa participation à la consommation marchande, seul universel commun qui subsiste.

—94

Mais, curieusement, cette célébration de la différence et de l'individu débouche tendanciellement sur une dénégation de la division sociale et de la légitimité du conflit symétrique à celle qui animait l'entreprise totalitaire. C'est que les différences ne sont plus appelées à tresser un monde politique commun et pluraliste. Elles sont bien exhortées à s'épanouir et à coexister, mais aussi longtemps qu'elles n'interfèrent pas avec la sphère du pouvoir politique. Voilà qui explique sans doute largement le triomphe d'un livre aussi abscons et peu plausible que la *Théorie de la justice* de Rawls.

—95

Au-delà de l'introduction, par ailleurs légitime, du point de vue des plus déshérités au cœur de la théorie de la justice¹⁷, son objectif premier est en effet de dessiner les contours d'un ordre social au sein duquel toutes les différences puissent coexister, à parité, sans qu'aucune ne puisse être réputée hiérarchiquement supérieure ou inférieure à aucune autre, mais à la condition expresse de renoncer à se faire valoir politiquement au nom d'une conception déterminée du bien ou du mal. Car pour qu'aucune identité différentielle ne puisse être jugée mauvaise, il faut qu'aucune ne puisse être dite bonne non plus. La question ne sera pas posée. Devrait pouvoir ne pas être posée¹⁸.

—96

Plus subtilement, on trouve en arrière-plan de l'*ethos* contemporain une sorte d'*interdiction de faire corps*, que ce soit dans un syndicat, un parti ou une famille, qui fait exact pendant à l'obligation d'appartenance et d'incorporation caractéristique du totalitarisme. Toute appartenance est désormais obscène et doit pouvoir être répudiée. Cette affirmation n'est-elle pas contradictoire avec ce que nous disions à l'instant du regain du communautarisme ? Pas

vraiment si on considère, comme tend par ailleurs à le montrer François de Singly par exemple, que c'est le libre choix de la communauté par l'individu, et lui seul désormais, qui donne à celle-ci consistance et légitimité. L'individu en libération permanente se libère au nom de sa communauté d'appartenance revendiquée à laquelle il n'adhère qu'aussi longtemps qu'il estime pouvoir s'en détacher. On trouve ici la clé des nouveaux militantismes, révocables, intermittents, rhizomatiques, festifs, spectaculaires, mais peu aptes à entrer en collision directe avec les structures du pouvoir qu'ils laissent fonctionner à leur guise au quotidien¹⁹.

—97

Ce déplacement du champ de la conflictualité hors de la sphère proprement politique au profit du droit, du médiatique et du moralisme marque-t-il un approfondissement de la démocratie ou, au contraire, le début de son retournement ? Telle est l'énigme principale à laquelle s'affrontent les réflexions que nous présentons ici. Pour l'instant, contentons-nous de fixer de manière idéaltypique ce basculement à 180 degrés de l'obligation de participer à un corps idéologico-politique, propre au totalitarisme, à la condamnation de toute appartenance non individuellement choisie. De la dénonciation de l'individualisme à son exaltation²⁰.

Les cinq continuités

—98

Jusqu'à présent, nous avons pu largement faire droit et adhérer aux analyses de J.-P. LeGoff qui entendent pointer la différence radicale existant entre les totalitarismes d'hier et les démocraties d'aujourd'hui pour interdire d'y voir à l'œuvre une quelconque logique commune. Mais nous avons insisté sur le fait que le mouvement du balancier a été tellement ample – à 180 degrés là où 90 auraient été parfaits, pourrait-on dire pour faire image – qu'il engendre des phénomènes sociaux peut-être aussi problématiques pour la viabilité et la pérennité de la démocratie que les phénomènes totalitaires.

—99

Nous ne méconnaissons pas ce qu'une telle formulation peut comporter d'insolite, de paradoxal, d'inadmissible, voire de scandaleux. Aussi convient-il de s'expliquer brièvement sur le statut même de l'hypothèse et de la trajectoire de pensée que nous amorçons ici. Ce qui rend potentiellement et *a priori* scandaleuse et irrecevable toute comparaison entre les totalitarismes et la réalité présente du monde occidental – même lorsque la comparaison insiste sur le renversement qui s'est opéré entre les deux réalités –, c'est que l'esprit, le bon sens se refusent à voir le moindre point commun entre des régimes politiques qui tuent, exterminent et règnent par

la terreur, et d'autres qui font du respect des droits de l'homme leur valeur cardinale, au moins en principe, et qui règnent par la séduction et le consentement.

—100

Ou, au pire, par la dérision et l'avilissement, mais qui en tout cas ne massacrent pas.

—101

À quoi il convient de répondre immédiatement et tout d'abord que faire l'hypothèse que nos sociétés sont peut-être en train de sortir de l'orbite et de la trajectoire de la démocratie n'implique en soi et *a priori* aucune position catastrophiste. Ce n'est pas nécessairement la fin du monde, même si elle est possible. Après tout, l'humanité a vécu la plus grande partie de son histoire hors démocratie, et parfois pas si mal. Après la chute de la République romaine, alors qu'il était clair pour tout le monde que celle-ci ne renaîtrait jamais, le prolétariat romain a pu connaître sous l'empire deux ou trois siècles durant lesquels le pain et le cirque (aujourd'hui le RMI et la télé) lui assuraient une forme d'existence plutôt enviable. De répondre ensuite, que nous ne traçons aucun signe d'équivalence ou d'identité entre totalitarisme et parcellitarisme. Cela doit être d'autant plus clair que nous venons d'insister sur leurs oppositions diamétrales. Et que nous ne préjugeons pas non plus de la part qui demeure aujourd'hui à la démocratie et de celle qui s'ouvre au parcellitarisme dans les divers pays du monde occidental. Enfin, qu'il n'en reste pas moins que totalitarisme et parcellitarisme présentent également des similarités et des continuités qu'il nous faut maintenant pointer si nous voulons comprendre le fait primordial de leur enracinement, à la fois opposé et commun, dans les fragilités de l'ordre démocratique. Ici, tout en continuant à nous inspirer de sa typologie des totalitarismes, nous nous séparerons des conclusions de J.-P. Le Goff qui, entre totalitarisme et démocraties actuelles, croit pouvoir diagnostiquer cinq nouvelles ruptures, identiques à celles que nous venons d'enregistrer, alors que pour ces derniers traits, le constat de la continuité semble beaucoup plus évident. Nous nous bornerons à donner quelques indications quasi sténographiques sur chacun de ces points.

—102

Le mouvement permanent. – Hannah Arendt y avait insisté de manière lumineuse : la caractéristique première des partis totalitaires est de se présenter comme des mouvements, toujours indéfinis, qui vont et viennent en tous sens, au gré des impulsions du leader totalitaire qui lui-même se veut en permanence à l'écoute du Parti et des militants. Comme la mer, lorsqu'elle entre en furie, le mouvement totalitaire peut, au moment le plus imprévu, tout submerger, tout décomposer et tout emporter sur son passage.

—103

Il a horreur des hiérarchies figées, des institutions stables, des normes et des lois établies. Sa seule loi est l'absence de loi.

—104

Or, nous l'avons déjà suggéré, cela est vrai également du mégacapitalisme mondialisé actuel et des nouvelles formes de gouvernance qui se mettent en place un peu partout, dans l'État ou dans l'entreprise. Plus que jamais, les entreprises fonctionnent à la révolution permanente. Au *downsizing*, au dégraissage – entraîné par des nécessités boursières et spéculatives plus que proprement économiques le plus souvent –, s'ajoute une gestion par le stress dont la logique reste assez énigmatique en termes d'efficacité fonctionnelle mais qui, en tout cas, engendre un sentiment général d'incertitude, de précarité et en définitive de terreur larvée. Il faut d'abord montrer qui est le plus fort. Mettre en scène l'image du destin et de la nécessité. Implacables. S'en faire les agents, les hérauts et les porteurs. Et ces nouvelles formes de gestion, nées dans l'entreprise, deviennent de plus en plus la norme du secteur public également. Dans les deux univers règne de plus en plus fortement ce qu'on pourrait appeler le devoir de révolution permanente (ou ininterrompue...). De la même manière que Zeus avait préféré avaler sa première femme, Métis, la déesse de l'intelligence rusée, qu'il redoutait, le capitalisme est devenu à lui-même sa propre opposition révolutionnaire permanente, avalée, intériorisée, phagocytée. Il est la Révolution même, la seule douée d'effectivité ²¹. Toute critique se retourne désormais à son profit puisqu'il est la critique personnifiée.

—105

La dénégarion du pouvoir. – Le corrélat et le moyen même de cette révolution et de ce mouvement permanents sont la dénégarion du pouvoir.

—106

Déjà caractéristique elle aussi, selon Arendt, du totalitarisme. C'est par ce trait premier, expliquait-elle, que les totalitarismes forment un régime politique sans précédent historique et radicalement distinct des dictatures ou autres despotismes. Ceux-là se bornaient à contrôler, brimer ou supprimer leurs opposants. Les régimes totalitaires éliminent des groupes sociaux entiers en raison de la nature qu'ils leur imputent et non de leur opposition active au régime. Symétriquement, là où le despote ou le dictateur se montrent en hommes de pouvoir et de violence, séparés de tous, le chef totalitaire se pense en fusion essentielle et permanente avec les masses, fruit de leur désir et n'ayant pas d'autre volonté en principe que leur volonté propre. Il

exerce la violence, assurément, mais contre le pouvoir. Contre tout pouvoir, c'est-à-dire contre tout écart ou hiatus possible entre dirigeants et dirigés.

—107

Or, assez curieusement, la substitution de l'idée de gouvernance à celle de pouvoir remplit des fonctions assez analogues. Elle vise à laisser entendre que personne n'a ou ne détient de pouvoir, que toute décision est issue des nécessités objectives de la situation et de la volonté de la base.

—108

Tout part en principe d'en bas. À aucun moment, ni dans l'entreprise ni au sein de l'appareil d'État, n'est structurée une situation de débat où s'affronteraient des conceptions opposées du bien commun. Les directions, qui en théorie n'imposent rien, demandent que chacun se détermine à la base, selon des procédures plus ou moins définies, et rendent un verdict énoncé sous forme de nouvelles règles ou de procédures à suivre, dont personne en particulier ne peut être tenu pour responsable, et moins encore l'auteur puisque tout a été décidé en principe au consensus et dans la consultation permanente. Tout est contractuel, négocié, accepté. Ce que nous vous imposons, c'est ce que vous avez voulu. Qui « nous »? Qui « vous »? Personne.

—109

La négociation, la procédure, la nécessité objective.

—110

Une autre manière, synthétique, de formuler ce même diagnostic est de remarquer que ce qui est systématiquement pourchassé par ces nouvelles formes de pouvoir-gouvernance – comme les hiérarchies établies par les totalitarismes d'antan –, ce sont toutes les positions ou tous les individus dans lesquels se sont déposés ou condensés des savoir-faire, des connaissances ou des normes – éthiques ou fonctionnelles – issus du passé, même récent. Tout ce qui incarne une source de légitimité alternative à la seule légitimité procédurale de l'instant²². Ou encore : rien ne doit plus être fait par simple « devoir d'état », par sens du métier hérité, par honneur professionnel ou amour du travail bien fait, tous ces restes suspects d'un ancien monde qui consolidait des hiérarchies désuètes à partir de ce sentiment également désuet de l'honneur au travail. Seule doit régner la procédure. Aux éthiques déontologiques doivent succéder la raison procédurale et la normativité exclusivement conséquentialiste.

—111

Cette dénégation du pouvoir, qui le rend invisible, aphone, *alogal*, est présentée comme l'apothéose de la démocratie. Pour Aristote, cette dernière supposait la capacité de tous à tantôt commander, tantôt obéir. Le pouvoir parcellitaire voudrait nous faire croire que la démocratie authentique implique que personne ne commande. Au risque évident qu'il n'y ait plus d'autre choix possible que l'obéissance universelle. L'appauvrissement du débat politique central, l'indifférenciation croissante de la droite et de la gauche ne sont que le résultat, dans le champ de la politique, de cette dénégation du pouvoir qui s'impose dans toute la société.

—112

Du prométhéisme. – Nos sociétés, explique J.-P. LeGoff, ignoreraient le prométhéisme propre au totalitarisme, celui qui oriente les temps historiques vers un avenir radieux post-historique, éternel, fait de bonheur, de prospérité et de gloire. Un tel diagnostic déconcerte à l'heure où il n'est plus question dans la bouche du chef du pays leader de l'Occident que de lutte du Bien contre le Mal et d'exportation à marche forcée de la démocratie sur la planète entière. Discours récent et conjoncturel ? celui de Bush et pas de Clinton ? Il faudrait y voir de plus près²³. Mais faisons même abstraction de ce regain du prométhéisme politique. Il est difficile de faire fi de la succession depuis vingt ans des discours sur la société de communication (ou de l'information) ou sur la nouvelle économie, de la passion de la jeunesse éternelle, des espoirs de victoire sur toutes les maladies dont on ne cesse d'entendre parler et de ne pas y lire le regain d'un prométhéisme *new-look*. Reste, il est vrai, qu'on ne croit plus au progrès, à la science et à la raison comme on y croyait hier. Quelque chose s'est cassé.

—113

Le scepticisme tempère l'enthousiasme, surtout en Europe, et plus encore en France. Il faudrait se demander pourquoi et comment. Mais, après tout, il n'est pas avéré que tout le monde en URSS, en Allemagne nationalsocialiste ou en Chine populaire, ait effectivement cru aux promesses des dirigeants. Mais affirmer qu'on en aurait fini avec le prométhéisme semble téméraire.

—114

Mort et résurrection de l'homme nouveau. – Tout aussi téméraire que d'affirmer que nos démocraties contemporaines en auraient terminé avec le désir de créer un homme radicalement nouveau. Ce désir est au contraire omniprésent et de tous les instants. Et c'est lui qui alimente la quasi-totalité des nouvelles consommations et donc qui fournit à la dynamique de l'économie l'essentiel de son dynamisme. Ce n'est plus, en effet, du vieil homme nouveau, si l'on peut dire,

qu'il s'agit. Celui qui se façonnait à coups de chiourme et de conversion idéologique et politique (avec, quand même, l'adjuvant de la science, de la médecine et de la biologie). Le nouvel homme nouveau ne se fabrique pas par embrigadement, enrégimentement et incorporation dans un collectif politico-idéologique, mais au contraire, on l'a suggéré, par sa libération généralisée. Libération double.

—115

Qui est d'abord libération proprement sociale, affranchissement de toutes les appartenances ou devoirs de fidélité et loyauté hérités, que ce soit à sa classe, à sa caste, à sa patrie, à sa famille, à son genre ou à son sexe. Et, parallèlement, libération de son corps même, de ses organes ou de ses capacités héritées là encore, comme de sa descendance qui doit pouvoir être librement choisie et modulée en fonction d'un désir subjectif devenu loi universelle.

—116

On voit donc bien les différences avec le prométhéisme et avec le fantasme de l'homme nouveau d'hier. Mais ce qui change, ce sont les modalités par lesquelles on espère accoucher de cet homme nouveau, pas le désir lui-même de faire advenir un homme nouveau. Là où il devait pouvoir être produit idéologiquement et politiquement, et accessoirement par sélection génétique, on espère désormais le produire par le recours au droit et, de plus en plus, à l'aide des technobiologies en attendant les nanotechnologies. Et la différence, absolument essentielle, est que là où les projets d'hier étaient voués à l'échec, simple bricolage par la terreur, ceux d'aujourd'hui ont de bonnes chances d'aboutir. Définitivement et irréversiblement. Créant une nouvelle catégorie de sacrifiés à la cause du Progrès, ceux qui n'auront pas bénéficié de la sélection et de l'amélioration génétiques.

—117

La création d'un monde fictif, d'un monde de façade. – Le dernier trait massif du totalitarisme, enfin, aura été le recours ininterrompu et structurel à la propagande, créant un monde de pure fiction dans lequel la croissance est toujours plus forte, l'enthousiasme des masses plus irrésistible, la science et la technique plus triomphantes et nos armées plus victorieuses.

—118

Sommes-nous réellement et définitivement sortis de ce monde ? C'est ici qu'il faudrait se poser plus précisément la question de ce qu'il nous reste de logique démocratique – *i.e.* de liberté

effective de la presse, de liberté et de pluralisme de l'opinion – et de ce qui bascule dans un autre univers.

—119

Le questionnement serait double. Il faudrait, tout d'abord, faire le point sur la liberté de la presse, de l'édition et des médias. Or, tout le monde sent bien qu'elle n'est pas en voie d'accroissement indubitable mais, au contraire, en régression constante. Toutes les maisons encore indépendantes sont rachetées et annexées peu à peu à de grands groupes concentrés. L'écart entre la manière dont l'intervention anglo-américaine en Irak a été traitée respectivement dans les pays anglo-saxons et l'Europe « continentale » montre à l'envi le rôle décisif des médias dans le façonnage de l'opinion publique. Difficile de ne pas voir, en l'occurrence, dans ces différences, l'effet brut et de plus en plus immédiat des rapports des médias avec leurs capitalismes nationaux.

—120

Mais l'interrogation devrait porter largement au-delà du seul problème de l'information politique. C'est bien en amont d'elle que se crée en effet un monde de façade bien plus effectif que l'univers fictif créé par les régimes totalitaires. La difficulté de cette discussion est qu'il n'est pas nécessairement plus mensonger. Il l'est même, selon toute vraisemblance, infiniment moins. Mais lorsque les enfants d'aujourd'hui passent une trentaine d'heures par semaine devant leur téléviseur, leur console de jeu ou sur Internet, il est difficile de dire qu'ils ne vivent pas dans un monde fictif. Pour le meilleur et pour le pire. Ou, en tout cas, dans un monde qui aurait semblé un monde fictif par excellence il y a encore une vingtaine d'années. La différence essentielle avec le monde fictif d'hier est que celui d'aujourd'hui est devenu indiscernable de la réalité. Il est devenu réellement réalité.

Qu'est-ce que le parcellitarisme ?

—121

Tentons, pour conclure cette esquisse typologique, de définir le parcellitarisme non par rapport au totalitarisme, comme son opposé complémentaire, mais en lui-même. On entendra par parcellitarisme *le triomphe absolu de l'analytique sur le synthétique, le mouvement permanent qui tend à décomposer toute chose, tout sujet collectif, institutions ou organisations, tout individu, tout savoir, tout pouvoir, tout territoire ou tout espace de temps, etc., en parcelles, en postulant que cette désagrégation est bonne par elle-même et sans se soucier a priori de la liaison souhaitable entre les parcelles ainsi libérées.*

—122

C'est bien sûr dans la sphère économique que ce mouvement est le plus palpable, alors que le totalitarisme s'enracinait dans la sphère politicoidéologique. Le parcellitarisme naît du refus idéologique de toute idéologie, et de l'espoir d'abolir le politique dans l'économique. De faire l'économie du politique et de l'idéologie. Il décompose toute entreprise, toute sphère d'activité en parcelles en principe indéfiniment substituables, sur des territoires eux-mêmes décomposés (des non-lieux) et eux aussi substituables, dans des hors-temps (sans souci du passé ou de l'avenir), et se débarrasse de toutes les parcelles non immédiatement rentables (*downsizing*) en externalisant les effets nocifs éventuels ou probables de la fission.

—123

Là où des collectifs atteignaient à une certaine efficacité générale à moyen ou long terme en raison des bénéfices de la coopération menée dans le souci de la pérennité du collectif et en profitant de certaines gratuités (générées et entretenues par l'esprit du don), le mouvement parcellitaire qui dénie toute valeur intrinsèque au collectif (comme le totalitarisme déniait toute valeur intrinsèque à l'individu) entend minimiser les coûts de la coordination. Déniant la légitimité de tout pouvoir (car les collectifs se fondent par le pouvoir), il enjoint aux parcelles libérées du collectif de s'autoréguler le plus possible (sur le mode d'une monadologie). D'être à elles-mêmes leur propre maître. Il assure donc une coordination-domination économique, sans pouvoir visible. Il récupère ainsi à son profit toutes les gratuités en amont et n'en génère aucune en propre. Il pompe les externalités positives (les gratuités engendrées ou préservées par les collectifs passés ou issues de la nature) et crée des externalités négatives.

—124

Ce même mouvement s'observe, de proche en proche, dans tous les domaines de l'existence sociale. Dans le champ du savoir, toute connaissance est réduite en formules élémentaires, instrumentales, en principe mathématisables. Au plan élémentaire, le cognitivisme et l'intelligence artificielle sont les formes les plus parlantes de cette réduction parcellitariste du savoir qui réduit le sens à la signification et la connotation à la dénotation. Sur un plan plus général, le seul savoir admis est celui de l'expertise spécialisée aux dépens de tout savoir généraliste. Un savoir de l'instant et du lieu particuliers, évidemment incapable de prévoir les effets des interdépendances et les résultantes puisqu'il ne s'en préoccupe pas et pose que ce n'est pas de son ressort.

—125

Le politique, moment synthétique par excellence, devient lui aussi gestion formelle, procédurale, de liaisons entre des collectifs de plus en plus parcellisés. Il fonctionne à la négation du pouvoir et se dissout dans la rentabilisation et l'expertise in(dé)finie.

—126

Le moment « individualiste » de l'évolution culturelle est celui de la « libération » des individus par rapport à tous leurs cadres d'appartenance hérités. Libres de tout devoir et de toute fidélité, puisqu'ils doivent être en principe réinsérables à tout moment dans d'autres collectifs, dans d'autres lieux ou espaces-temps. Du coup, on est très loin de l'individu de l'individualisme bourgeois qui visait à sa propre cohérence. La seule cohérence exigible désormais est celle de l'« employabilité », *i.e.* de la capacité à être (ré)inséré le plus vite possible dans d'autres combinaisons contingentes.

—127

Les collectifs qui subsistent sont eux-mêmes des collectifs en principe recréés par des parcelles libérées, libérables.

—128

C'est ici que l'on voit que le parcellitarisme est aussi et immédiatement un globalitarisme. S'il décompose tous les collectifs humains hérités en particules élémentaires, c'est pour être mieux à même de recomposer d'autres collectifs n'importe où dans le monde, n'importe quand, sous n'importe quelle forme.

—129

Ayant produit une analyse idéaltypique du parcellitarismeglobalitarisme, il nous faut maintenant chercher dans quelles faiblesses de la démocratie il trouve sa source et ses conditions de possibilité, comme les totalitarismes d'hier, nous demander ensuite comment il s'articule et se combine avec les formes démocratiques existantes et, enfin, interroger les chances de renouveau qu'il laisse ouvertes à l'idéal démocratique.

—130

Alain Caillé

Notes

[1] Cf. Jean Baechler, *La grande parenthèse. Essai sur un accident de l'histoire*, 1993, et François Furet, *Le passé d'une illusion*, 1995.

**Tous unis contre la démocratie. Thèmes et choix de textes sélectionnés pour le Collectif
Manifestement par Olivier Guilmain.**

- [2] Comme y insiste à juste titre Claude Lefort qui, dans *la Complication*, réfute la thèse de Furet qui ne veut voir qu'illusion dans les phénomènes totalitaires.
- [3] Même si en tout état de cause, la droite de droite américaine est très différente de la française.
- [4] Là où cette dernière prétendait réaliser le fond de la démocratie en se passant de sa forme, la perversion parcellitaire conserve la forme mais se dispense du fond.
- [5] Tant qu'à créer un néologisme, il pourrait sembler plus simple et moins grammaticalement incorrect de parler de parcellarisme plutôt que de parcellitarisme. Nous avons opté pour ce second terme néanmoins à la fois pour mieux marquer la symétrie avec le totalitarisme et pour insister sur sa dimension systématique et doctrinaire.
- [6] La formule la plus célèbre de Mussolini est : « Tout dans l'État, rien contre l'État, rien en dehors de l'État » (*Scritti e Discorsi*, 1926) (cité par Maritain, « L'humanisme intégral », *Œuvres complètes*, vol. 6, p. 599-609 – in E. Traverso, *op. cit.*, p. 241). Mussolini écrit aussi : « Nous sommes [membres] d'un État qui contrôle toutes les forces qui agissent au sein de la nation. Nous contrôlons les forces politiques, nous contrôlons les forces morales, nous contrôlons les forces économiques, nous sommes en plein État corporatiste fasciste. »
- [7] Il évoque ainsi la perspective d'un « pouvoir immense et tutélaire », « absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux » qui « travaille volontiers à leur bonheur [celui des hommes] » sur un mode paternel, « mais qui veut en être l'unique agent et l'unique arbitre » [p. 324].
- [8] C'est ainsi que M. Foucault écrit : « Jauger la quantité de liberté entre un système et un autre n'a, je crois, de fait pas beaucoup de sens. Et on ne voit pas quel type de démonstration, quel type de jauge ou de mesure on pourrait appliquer » (*Naissance de la biopolitique*, Gallimard-Seuil, 2004, p. 64).
- [9] Mais il convient de rappeler qu'il n'avait pas obtenu la majorité des voix.
- [10] Concept qu'il faudrait lui-même mettre en rapport avec l'analyse durkheimienne de l'anomie.
- [11] Les deux pouvant d'ailleurs se mélanger. Une certaine dérive américaine contemporaine peut sans doute être analysée comme le résultat de la conjonction de ces deux *ubris*, holiste et individualiste. Holiste parce que c'est la nation américaine qui est vue comme une *nation under God*. Une nation élue, ivre de sa puissance infinie, mais une nation d'autant plus puissante en collectif qu'elle se voit comme moyen de la maximisation de la puissance d'agir individuelle.
- [12] On pense notamment aux textes de Manuel Castells, *La société en réseau*, de Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, François Ascher, *Ces événements nous dépassent. Feignons d'en être les organisateurs*, Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*.
- [13] Et notamment *La barbarie douce* (La Découverte, 1999) et *La démocratie post-totalitaire* (La Découverte, 2002). Je m'appuie en fait ici sur sur une première version de *la Démocratie post-totalitaire*, moins grand public mais plus systématiquement axiomatisée que la version publiée en définitive. Quant au fond, les différences entre les deux versions sont secondaires.
- [14] Comme le professeur Unrat dans *L'ange bleu*.
- [15] Sur cette logique de l'instantanéité, cf. Zaki Laïdi, *Le sacre du présent*, Flammarion, 2000.
- [16] Cf. dans le même sens, les *Principes et limites de la démocratie libérale* de Crawford Brough Macpherson.
- [17] C'est ce que théorise le fameux « principe de différence ». Il y a là une évidence éthique première, qui ne fait que reprendre en fait l'intention fondatrice du christianisme et du marxisme.
- [18] Il s'agit évidemment d'une pure illusion. Palliée par une juridicisation et une moralisation du discours qui garantit sa dépolitisation. Ce qui est recherché, c'est la reconnaissance d'un nouveau droit (par la juridicisation du débat) et au nom, non pas d'une conception substantielle de ce qui serait bien, mais de la réparation d'un tort ou d'une injustice. En fait, la bizarrerie de ce montage est qu'il repose sur la dénonciation du mal (l'oppression, la non-reconnaissance, etc.) mais interdit de nommer le bien.
- [19] Cette question du statut de l'individualisme, de toute évidence décisive, mériterait de fort longs développements, et il nous faudra y revenir ici même. Bornons-nous pour l'instant à observer qu'il y a sur ce thème deux grandes manières possibles de raisonner. La première consiste à voir dans l'apothéose présente de la raison individualiste la vérité enfin révélée de l'histoire, la marque de l'immémoriale lutte de libération des sujets individuels, toujours déjà là, mais entravée, opprimée, aliénée et refoulée depuis la nuit des temps. L'autre manière, → → plus conforme à l'esprit de la

sociologie (et à celle de Durkheim en particulier), doit y voir non pas, ou pas seulement, l'effet d'une naturalité reconquise, mais le résultat d'une évolution de la société elle-même, un produit de la logique sociale d'ensemble. Mais si, comme nous tentons de le faire ici, on pense la société elle-même en termes politiques, comme le produit d'une certaine représentation du pouvoir, alors l'individualisme, plus que comme une révolution anthropologique, doit aussi être analysé comme le corrélat de la forme nouvelle de pouvoir qui tend à s'instaurer.

- [20] Les défenseurs de la thèse de l'approfondissement de la démocratie opéré par la révolution individualiste insistent sur l'idée que ce qu'elle met en péril, ce n'est pas la possibilité du commun mais les anciennes appartenances communautaires assignées (partidaires, syndicales, familiales, associatives, etc.), et qu'au contraire, on verrait proliférer de nouvelles formes de militance ou d'engagement communautaire, mais librement choisies. À preuve, par exemple, la multiplication des associations. Or, à en croire une toute récente enquête réalisée par Jacques Maler, directeur du Centre d'étude et de recherche sur la philanthropie, pour le compte de France-bénévolat, le solde positif de création des associations (principalement sportives par ailleurs) progresse moins nettement que le nombre de bénévoles réguliers ne régresse. En 1997-1998, le CREDOC estimait le nombre de « bénévoles impliqués » (accordant plus de cinq heures par semaine à l'association) à 13% des Français. Il est aujourd'hui de 8% malgré l'augmentation de 2,5% du nombre de bénévoles occasionnels entre 1996 et 2004 (Florence Couret, « La France fait sa révolution bénévole », *La Croix* du 21 mars 2005, p. 3).
- [21] Mouvement très bien saisi par L. Boltanski et È. Chiapello ou, dans un tout autre style, par Jean-Claude Michéa.
- [22] Si l'instant seul règne ainsi, c'est parce qu'il enregistre avec la précision d'un sismographe les moindres variations de l'état du rapport des forces, des groupes d'influence, *lobbies*, etc., et se borne à acquiescer à l'état actuel. Tout l'art de la gouvernance est de parvenir à imposer des décisions sur le moyen ou le long terme sans jamais sembler imposer quoi que ce soit et en variant constamment au gré des oscillations du rapport des forces en présence.
- [23] La doctrine de la « paix démocratique », de la nécessité d'exporter la démocratie pour faire régner universellement la paix, a été formulée par Clinton bien avant Bush (cf. A. Caillé, *Paix et démocratie*, UNESCO, 2004).

Thème numéro 3. La post-démocratie

Qui veut de la post-démocratie ?

Par Anne-Marie Le Pourhiet

In, LE MONDE | 11.03.05 |

Que le projet de Constitution européenne fasse la part trop belle à la concurrence ; que son caractère social soit insuffisamment affirmé, son préambule un tissu de platitudes mièvres, sa troisième partie mal venue dans un texte à prétention constitutionnelle ; que la charte des droits fondamentaux ressemble à un catalogue festif de droits à tout et son contraire, tout cela n'est rien à côté de la perversité absolue qui consiste à demander à des peuples d'accepter de "constituer" une Europe sciemment post-démocratique.

Le terme d'imposture n'est pas trop fort pour désigner le processus d'usurpation de légitimité à l'œuvre depuis le sommet de Cologne, en juin 1999. Déjà, l'organisme désigné chargé de rédiger la charte des droits fondamentaux n'avait pas hésité à s'autoproclamer "convention", pour s'attribuer le prestige des assemblées américaines élues par le peuple pour adopter ou amender la Constitution. Cette "convention" avait aussi cru bon d'outrepasser le mandat de Cologne en consacrant des droits nouveaux qui n'y figuraient pas, et de se vanter de son "*petit coup d'Etat*" et de s'enorgueillir que des groupes de pression inconnus de tous et mandatés par personne aient "*amendé*" le texte.

Le contenu de la Constitution est à l'image de son processus d'élaboration. Il ne consacre aucune démocratie véritable et se borne à enkyster ce qu'a toujours été l'Europe communautaire : une collection d'aristocraties échappant au contrôle populaire. L'initiative législative - la conduite de la politique de l'UE - reste entre les mains d'une Commission dont on persiste à célébrer l'indépendance, comme si le fait d'échapper à l'influence d'instances démocratiques était une qualité politique.

Le titre consacré à *"la vie démocratique de l'Union"* (on n'a pas osé écrire la démocratie tout court) n'arrive qu'en cinquième position dans le texte et prête franchement à sourire. Il oppose clairement et dangereusement la démocratie *"représentative"* à une prétendue démocratie *"participative"* consistant (article 47) en *"un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile"*. Voilà ce qu'on appelle abusivement "démocratie": du lobbying institutionnalisé et une tentative de substituer une "société civile" éclatée, composée de groupes de pression et d'intérêts minoritaires, aux nations et aux peuples.

Le droit de pétition permettant à un million de citoyens d'*"inviter"* la Commission à proposer une loi européenne dont elle appréciera l'opportunité est une mascarade d'initiative populaire. Il demeurera essentiellement un instrument bien peu transparent au service de lobbies. On comprend pourquoi la phrase de Thucydide : *"Notre Constitution est appelée démocratie parce que le pouvoir est entre les mains non d'une minorité, mais du plus grand nombre"*, initialement placée en tête du texte, a finalement été retirée.

Cette absence de démocratie est d'autant plus vertigineuse que les compétences de l'UE, telles qu'elles résultent des dispositions combinées décrivant ses objectifs et ses pouvoirs normatifs (mêlant contradictoirement le principe d'attribution du fédéralisme américain et le principe de subsidiarité du fédéralisme allemand), sont en réalité illimitées.

Tout, absolument tout, est susceptible d'être décidé au niveau européen ; rien ne peut réellement échapper à l'extension tentaculaire de cette organisation dont le seul contrôle réside dans une Cour européenne dont les décisions sont sans appel. Jamais le gouvernement fédéral américain n'a pu s'emparer d'autant de pouvoirs au détriment de l'autonomie des Etats, alors qu'il est, lui, parfaitement démocratique.

Ainsi, alors que la Charte des droits fondamentaux n'est évidemment pas encore adoptée, des juges européens se sont déjà fait fort de l'appliquer en se moquant délibérément des ratifications référendaires ou parlementaires à venir. Ce mépris inouï de la démocratie est d'autant plus provocant que l'on se pique de donner des leçons aux Etats candidats en les soumettant à d'humiliants examens de passage. A quoi sert-il d'élire démocratiquement un parlement national dont la tâche ne se borne plus qu'à transposer les directives élaborées par des instances oligarchiques ?

Le Parlement turc n'est, paraît-il, pas exemplaire au regard des critères de Copenhague. Mais à quoi ressemble le Parlement européen ?

Fort hostile au régime représentatif, Jean-Jacques Rousseau estimait que le peuple anglais n'était libre qu'au moment de l'élection des députés et redevenait esclave aussitôt. Il ajoutait sévèrement : *"Dans les rares moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde."*

Anne-Marie Le Pourhiet est professeur de droit public à l'université Rennes-I.

• [ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 12.03.05](#)

Qu'est-ce que la post-démocratie

Etymologie : du latin *post*, après, et de démocratie (du grec *"dêmos"*, peuple, et *"kratos"*, pouvoir, autorité).

Il n'existe pas de définition de la postdémocratie dans les principaux dictionnaires. Celle-ci doit donc être considérée comme une ébauche néo-logistique.

La **post-démocratie** désigne généralement l'avènement d'une nouvelle façon gouverner la société qui se **substitue progressivement à la démocratie**. Elle résulte du constat et de

l'analyse, non pas d'une crise, mais d'une **évolution inéluctable de la démocratie** dont elle est issue mais qu'elle transcende. La post-démocratie prend la forme d'**alternatives** à la démocratie : démocratie participative, directe, associationnisme, forums, organisations fonctionnant en réseau...

Pour certains auteurs, ces propos, qui présentent sournoisement cette transformation comme irréversible, ont pour objectif de **faire admettre aux citoyens la fin prochaine de la démocratie**. Ils considèrent cependant que les partisans de la démocratie peuvent s'y opposer si l'opinion publique parvient à prendre conscience de cette évolution. L'exemple le plus significatif d'une telle victoire est le **"non" au référendum européen de mai 2005** au Traité établissant une Constitution pour l'Europe qui a pour but de conduire à une "postdémocratie" technocratique achevée.

La **mondialisation** et l'**Union Européenne** sont souvent présentées comme étant à l'origine de cette transformation à marche forcée de la démocratie :

- Des **choix politiques** ne relevant plus de l'Etat, mais d'instances supranationales.
- L'instauration d'une **gouvernance globale** menée par des experts, des avocats, des ONG, des dirigeants d'entreprises multinationales, des hauts fonctionnaires...
- La **loi internationale** devenant l'autorité suprême.
- L'**opacité de la prise de décision**.
- La **marge de manoeuvre réduite** pour le volontarisme politique.

Autres exemples d'évolution vers la "postdémocratie" :

- L'**appel à des experts** pour traiter des questions considérées comme trop complexes pour le simple citoyen.
- la **banalisation** de l'augmentation de l'**abstention** lors des élections.
- L'**élimination de la culture "qui dérange"** par la culture du divertissement ("Du pain et des jeux !").
- La **concentration des médias** et leur perte d'indépendance.
- Des **responsables qui jugent les citoyens**. Ce fut le cas de Serge July dans *Libération*, après le référendum européen de 2005 et sa célèbre salve "La France vote mal"

Le fondement de la post-démocratie est la différence de vision entre les citoyens qui veulent que leurs avis soient pris en compte par leurs gouvernants et des élites technocratiques non élues qui affichent de plus en plus ouvertement leur méfiance vis à vis de la souveraineté populaire.

Une remise en cause larvée de la démocratie

La résignation face à de telles explications est annonciatrice d'une remise en cause de la démocratie puisqu'elle ne fait plus du citoyen un acteur de la vie politique, mais un spectateur passif.

Face à ce fatalisme de l'environnement économique, les citoyens s'estiment mal représentés et ne se reconnaissent plus dans des élites politiques qui considèrent savoir ce qui est bon pour l'ensemble des citoyens et où se trouve l'intérêt général. Les professionnels de la politique peuvent alors être tentés de baisser les bras face à ces contraintes externes car, pour eux, répondre aux aspirations du peuple serait verser dans le populisme.

Il arrive parfois aux hommes politiques de s'en prendre à ceux qui pratiquent l'abstention. Ils peuvent même considérer un vote sanction comme l'expression d'une émotion, compréhensible certes, mais n'ayant pas vraiment d'importance politique. Il s'instaure une méfiance du vote des classes sociales les plus défavorisées, vote qui ne peut être celui d'une participation sereine à la démocratie et qui se manifeste parfois dans la violence.

Contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire la dilution de la démocratie n'est pas liée aux circonstances, mais résulte d'une évolution des idées et des références philosophiques qui consiste à dénigrer la chose politique.

Mais cette évolution s'est heurtée au "non" du peuple français au Traité Constitutionnel Européen qui faisait sienne l'idéologie de la mondialisation et du libéralisme. En effet, celle-ci en soumettant la politique à des décisions prises par des intervenants invisibles et illégitimes sur le plan démocratique, retire au peuple son rôle d'acteur politique. Les citoyens ont rejeté ce traité, ne voulant pas d'une forme de démocratie post-moderne avec une citoyenneté floue, un citoyen sujet du marché et non un acteur de son propre avenir. En disant "non", le peuple a dit "oui" à la vraie démocratie, celle du débat et celle du citoyen responsable, acteur de la politique.

Thème numéro 4. Eloge du conflit en démocratie

Pas de démocratie sans conflit

In Le Monde diplomatique. Juin 2009.

PAR ANDRE BELLON

Célébrer la souveraineté populaire et la bafouer compte parmi les figures imposées du jeu politique. Ainsi, le Parlement français ratifiant le traité de Lisbonne, jumeau du traité

constitutionnel rejeté par les électeurs le 29 mai 2005. La plupart des partis assignent d'ailleurs aux élections européennes l'objectif de « réconcilier » le « oui » et le « non ». Mais cette idéologie du consensus n'est-elle pas antinomique de la démocratie, dont l'objet est d'exprimer les conflits qui traversent la société pour les trancher pacifiquement ?

« *La mort, c'est la tranquillité absolue* », se murmurait le prince Salina (1) au crépuscule de son existence. Cette recherche de la paix hors des vicissitudes du temps, faisant fi des péripéties de l'histoire, n'est pas marginale dans la littérature. Qu'il s'agisse du prince Salina ou du capitaine Nemo (2), l'accomplissement personnel dans l'éloignement des autres, par l'ignorance de la vie sociale, se retrouve souvent dans une littérature pessimiste vis-à-vis de l'humanité. La seule tranquillité absolue, cela étant, est bien la mort. Et ceux qui aspirent à la disparition des conflits dans la société ne savent pas qu'ils s'opposent à la vie. Le sort qu'ils réservent à la démocratie en est l'illustration criante.

Celle-ci est souvent présentée, de nos jours, sans susciter de tollé particulier, comme la recherche du consensus. Les thuriféraires du système politique dit « moderne » ont même théorisé la chose sous le nom de « démocratie apaisée ». Les principaux acteurs de la vie politique et la plupart des corps intermédiaires renforcent cette idée en ne la faisant pas vivre. Il a fallu que sa propre capacité d'expression au Parlement soit remise en cause par la majorité Union pour un mouvement populaire (UMP) pour que le Parti socialiste (PS) crie au viol de la démocratie, qu'il ignorait pourtant, peu auparavant, en ne s'opposant pas au traité de Lisbonne, qui bafouait le vote des Français contre le traité constitutionnel européen (TCE).

Cette perception onirique de la politique gomme les vrais clivages en même temps qu'elle condamne les mouvements sociaux. On connaît le refrain, entonné de manifestation en manifestation par les tenants de l'ordre dominant : « *Ce n'est pas la rue qui gouverne* (3). » Mais, si les contradictions qui traversent le corps social ne peuvent s'exprimer ni dans le cadre institutionnel ni dans la rue, où est l'espace d'expression nécessaire à la vie démocratique ?

La démocratie n'est pas une méthode pour exprimer un consensus, mais pour trancher les dissensus. Lorsqu'en 507 av. J.-C. le Grec Clisthène instaura le suffrage universel à Athènes, loin de nier les conflits qui traversaient la cité, il avait pour seul but de les trancher de manière pacifique, de trouver une règle du jeu librement acceptable par tout citoyen. Pourtant, le rapport entre les luttes et la démocratie n'a jamais cessé d'être objet de controverses.

Au XIXe siècle, les républicains défendent le suffrage universel direct. Pour eux, l'Etat n'est pas sacralisé, il est une expression humaine qui ne tient sa légitimité que de la majorité des citoyens. C'est ce qu'exprime Léon Gambetta le 15 août 1877 par sa célèbre interjection à Patrice de Mac-Mahon : « *Quand le peuple se sera prononcé, il faudra se soumettre ou se démettre.* » Il ajoute, le 9 octobre 1877, évoquant les affrontements politiques : « *Comment ne voyez-vous pas qu'avec le suffrage universel, si on le laisse librement fonctionner, si on respecte, quand il s'est prononcé, son indépendance et l'autorité de ses décisions — comment ne voyez-vous pas, dis-je, que vous avez là un moyen de terminer pacifiquement tous les conflits, de dénouer toutes les crises (4) ?* »

A la même époque, le rôle du suffrage universel direct était aussi objet d'affrontements au sein du mouvement ouvrier, certains n'y voyant qu'une manière de trancher les conflits internes à la bourgeoisie. Les partisans de Pierre Joseph Proudhon, par exemple, s'opposaient à Karl Marx en niant toute autonomie au combat politique et en résumant la lutte des classes à la modification des conditions économiques. Jean Jaurès répondait que l'histoire du mouvement ouvrier est en même temps celle de la construction par les ouvriers de leur propre espace public, de leur autonomie au sein même de la société capitaliste. Il insistait alors sur la nécessité de la démocratie comme instrument de libération et de lutte : « *Ceux des socialistes d'aujourd'hui qui parlent encore de "dictature impersonnelle du prolétariat" ou qui prévoient la prise de possession brusque du pouvoir et la violence faite à la démocratie, ceux-là rétrogradent au temps où le prolétariat était faible encore, et où il était réduit à des moyens factices de victoire (5).* »

Bien sûr, chacun des camps qui soutenaient la démocratie y trouvait la possibilité de développer son influence. Mais le compromis républicain qui se créa alors en France, et qui affirma d'ailleurs sa force dans la défense d'Alfred Dreyfus, permit d'asseoir le principe démocratique.

La démocratie se présenta ainsi de plus en plus, au début du XXe siècle, comme un principe universel (6). Vingt ans plus tard, les pensées avaient profondément évolué. Les tendances d'extrême droite devenaient des acteurs légitimes dans le temps même où le système soviétique affirmait une forte emprise sur le mouvement ouvrier. La démocratie devenait contestée dans son principe même. Que s'était-il passé ? Vraisemblablement la guerre de 1914-1918 a-t-elle marqué une rupture fondamentale. Loin de permettre les affrontements politiques nécessaires quant à l'opportunité de la guerre, le jeu

démocratique avait servi de masque à un consensus dramatique servant à justifier un massacre sans précédent.

Des ouvriers exclus du vote

En retour, la boucherie que fut cette guerre a permis d'installer un système soviétique dont la démocratie n'était pas le fondement. Certains des révolutionnaires les plus conséquents tentèrent pourtant encore d'expliquer comment « démocratie » devait rimer avec « lutte des classes ». Ainsi Rosa Luxemburg appela-t-elle à « *la démocratie la plus large et la plus illimitée* », rappelant que « *c'est un fait absolument incontestable que, sans une liberté illimitée de la presse, sans une liberté absolue de réunion et d'association, la domination des larges masses populaires est inconcevable (7)* ». Il était trop tard.

Certes, la fin de la seconde guerre mondiale fut saluée comme le triomphe de la démocratie. Mais le citoyen avait cédé la place à un individu atomisé, sans repères ni racines, proie facile pour les tendances autoritaires. Ainsi, durant la guerre froide, le maccarthysme rima-t-il avec les procès staliniens alors que les interventions américaine au Guatemala en 1954 et soviétique en Hongrie en 1956 se faisaient écho.

Les événements les plus récents, en particulier la chute du mur de Berlin, n'ont évidemment en rien signé la fin du processus. Bien au contraire, ils ont tendu à légitimer le capitalisme vainqueur comme le seul système possible.

Le principe démocratique perd son sens profond en l'absence d'oppositions réelles. Loin donc de penser que démocratie et luttes sociales peuvent être antinomiques, il faut dire clairement que la lutte pour la démocratie est la base du combat social. Comme le définissait Aristote : « *Le principe fondamental du régime démocratique, c'est la liberté. Une des marques de la liberté, c'est d'être tour à tour gouverné et gouvernant (8)*. »

Il est vrai que la crise actuelle incite de nombreux citoyens à considérer la démocratie comme un combat secondaire. Il est vrai aussi que son dévoiement par des institutions et des partis qui la contournent incite peu à la défendre. Le premier combat est de lui redonner son sens face aux attaques qu'elle subit.

Le suffrage universel est l'instrument nécessaire du pouvoir du peuple. Mais, depuis que le principe en a été admis, nombreux ont été les moyens utilisés pour en contourner le sens et la mise en œuvre. En France, il ne fut pas institué lors des premières étapes de la révolution de 1789. La première Assemblée nationale se prononça pour un suffrage

censitaire, réservant le monopole de l'expression politique aux riches. C'est une insurrection populaire qui provoqua l'instauration du suffrage universel, celle du 10 août 1792, qui vit le peuple renverser la monarchie.

Après la Révolution, maintenu dans son principe, il fut dévoyé dans son application jusqu'à la fin du XIXe siècle. Ce fut sa transformation par l'utilisation des plébiscites sous les Napoléon, ce fut la restriction de la qualité d'électeur par des conditions de logement qui excluaient les ouvriers sous la IIe République, c'est l'absence des femmes dans le corps électoral. Sans doute dira-t-on que son rétablissement est aujourd'hui bien affirmé. En fait, son contournement est plus insidieux. Car, si le droit de vote universel est généralement admis, son objet est remis en cause. C'est l'importance d'une élection particulière, la présidentielle, qui élimine les nuances essentielles du débat et donne un pouvoir quasi discrétionnaire à une personne recueillant, à titre personnel, de 20 à 35 % seulement des suffrages. Ce sont les contraintes qui pèsent sur le Parlement. C'est le faible enjeu laissé au débat démocratique sous prétexte des contraintes économiques et européennes.

En expliquant qu'une telle situation stabilise le pouvoir et lui permet de survivre aux graves crises sociales, les tenants de cette évolution ignorent que c'est l'absence d'expression politique qui a souvent conduit au développement des affrontements de rue. La boucle est bouclée qui ramènerait au XIXe siècle. Un suffrage quasi censitaire, puisque excluant les véritables oppositions économiques et sociales, légitimerait un pouvoir qui, par ailleurs, s'opposerait aux luttes au nom de la démocratie autant que du libéralisme. C'est déjà ce que proposait la loi Le Chapelier (9), dans la première Assemblée nationale, lorsqu'elle interdisait toute « coalition » tout en limitant le droit de vote aux plus favorisés. On abolirait ainsi un siècle d'avancées sociales et politiques.

N'est-ce pas déjà un extraordinaire recul philosophique lorsque les mots « peuple », « souveraineté », « citoyenneté », « République », qui définissaient la démocratie, ont été soumis à un pilonnage intensif qui soit leur a fait perdre leur sens, soit les a habillés de définitions péjoratives ?

Qu'est-ce que la souveraineté ? D'après la Constitution française, le pouvoir du peuple, qui l'exerce soit directement, soit par l'intermédiaire de ses représentants ; d'après la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 21), le fondement de l'autorité des pouvoirs publics. La chose paraît simple dans son principe. Pourtant, que doit-on penser lorsque M. Romano Prodi, alors président de la Commission de Bruxelles, déclare, en juillet 2001, que « *l'Europe n'est pas administrée que par les autorités européennes, mais aussi par les autorités nationales, régionales et locales, ainsi que par la société*

civile » ? Où s'exerce alors la souveraineté populaire ? Qu'est-ce que la légitimité de la fameuse société civile, qui recouvre pudiquement l'influence des lobbies ? Dans ce mélange des genres, comment peuvent se manifester les véritables courants qui traversent la société ?

Les luttes sociales ne peuvent trouver qu'une légitimité bien restreinte dans cette scène composite où le peuple n'est plus qu'un lobby parmi d'autres. Il ne faut donc pas s'étonner de voir le résultat en France du référendum du 29 mai 2005 contre le TCE balayé par un coup de force après, d'ailleurs, que le Parlement européen eut voté qu'il ne fallait pas en tenir compte. Dans un tel contexte, la lutte ne peut plus trouver une quelconque traduction politique. C'est d'ailleurs ce qu'exprimait cyniquement le TCE en proposant la recréation d'un droit de supplique pudiquement baptisé « droit de pétition » (10).

La démocratie n'a jamais été parfaite. Mais elle était, comme l'exprimait Jaurès, « *le milieu où se meuvent les classes* », se révélant ainsi « *dans le grand conflit social une force modératrice* (11) ». Les attaques conduites contre ses fondements permettent de moins en moins cette expression politique des contradictions profondes. Il ne s'agit plus de bon ou de mauvais fonctionnement du système lorsque les travaux menés par des philosophes fortement médiatisés minent les principes mêmes de l'idée démocratique (12). Grâce à leurs travaux idéologiques, le mot « peuple » entraîne la réaction populiste, le mot « souveraineté » la réaction souverainiste, le mot « nation » la réaction nationaliste, et ainsi de suite.

La charge de la preuve s'étant ainsi inversée, les tenants de la souveraineté populaire sont immédiatement en position de défense, et le champ politique sur lequel pourraient s'exprimer les luttes sociales est fortement attaqué. L'individu voit nier à la fois sa liberté individuelle et l'intérêt de ses combats. Ainsi a pu se développer une conformité qui, d'un même souffle, nie l'importance du débat démocratique, champ d'affirmation des luttes sociales, et renvoie la solution des conflits à l'expression d'une transcendance : les prétendues lois de l'économie.

ANDRE BELLON.

(1) Personnage principal du *Guépard*, roman de Giuseppe Tomasi di Lampedusa.

(2) Personnage principal de *Vingt Mille Lieues sous les mers*, roman de Jules Verne.

(3) Prononcé par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre en 2003 lors des manifestations contre la réforme des retraites, repris par plusieurs ministres, en particulier lors des événements de Guadeloupe en février 2009.

- (4) Léon Gambetta, discours prononcé à Paris, au cirque du Château-d'Eau, le 9 octobre 1877.
- (5) Jean Jaurès, « Question de méthode », article-préface du 17 novembre 1901 au *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels.
- (6) Ceux qui lui faisaient subir des entorses se sentaient obligés de tordre les faits pour prétendre cyniquement qu'ils respectaient les règles.
- (7) Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, L'Aube, La Tour-d'Aigues, 2007.
- (8) Aristote, *Politique*, 1317 b.
- (9) Loi du 14 juin 1791 interdisant les syndicats ouvriers et le droit de grève.
- (10) Pratique typique de l'Ancien Régime et qui caractérisait un pouvoir à la fois absolu et paternaliste.
- (11) Jaurès, *De la réalité du monde sensible*, Alcuin, Clichy (Hauts-de-Seine), 1994.
- (12) Lire Evelyne Pieiller, « [Le couteau sans lame du social-libéralisme](#) », *Le Monde diplomatique*, avril 2009. Cf. aussi les thèses d'Antonio Negri sur le thème de la multitude floue qui remplacerait le peuple en tant qu'être politique..

Thème n°5. Démocratie et capitalisme

Contrairement à l'idée dominante que la convergence entre capitalisme, libéralisme et démocratie serait inéluctable et souhaitable, Thomas Coutrot montre que leurs relations ne cessent d'être contradictoires et délétères : tandis que le capitalisme des monopoles contredit l'idéal concurrentiel, le libéralisme économique sape le libéralisme politique, et la démocratie formelle va dérivant loin de la démocratie substantielle, qui signifie l'exercice effectif de la souveraineté populaire.

Capitalisme contre démocratie

Par Thomas Coutrot

Article publié le 13 mars 2010

Pour citer cet article : Thomas Coutrot, « Capitalisme contre démocratie », *Revue du MAUSS permanente*, 13 mars 2010 [en ligne].

<http://www.journaldumauss.net/spip.php?article663>

La démocratie capitaliste libérale constituerait la forme supérieure et définitive de l'organisation des sociétés humaines. Telle est la doxa qui s'est imposée à l'échelle mondiale après la chute de l'URSS. Cette « pensée unique » postule la convergence inéluctable entre des principes d'organisation de l'économie (le capitalisme), de l'État (le libéralisme) et de la souveraineté (la démocratie). Ses arguments sont bien connus : la

liberté d'entreprendre, la libre concurrence et le libre marché, bref, le capitalisme, sont des aspects intangibles de la liberté humaine. La démocratie est le seul mode de gouvernement qui suppose et développe la liberté des citoyens. Elle n'est enfin que l'application au marché politique des lois du capitalisme : libre choix du consommateur-électeur, libre concurrence, loi de l'offre et de la demande... La synergie entre capitalisme, libéralisme et démocratie fait du modèle occidental la « fin de l'Histoire » et le destine à gagner l'ensemble de la planète du fait de son dynamisme économique sans équivalent (version Francis Fukuyama) ou à susciter la haine et l'envie des autres « civilisations » (version Samuel Huntington).

Le recul quasi général de la participation électorale, la montée du populisme de droite, l'effritement des solidarités sociales, le recul des libertés civiles depuis le 11 septembre 2001, pourraient avoir fissuré ce bel édifice idéologique. Mais, aussi fragilisé soit-il dans la réalité, le modèle de la démocratie capitaliste libérale conserve son hégémonie intellectuelle.

Pourtant la supériorité prétendue de la démocratie capitaliste libérale repose sur des fondations théoriques particulièrement précaires. Dans le discours dominant, capitalisme, libéralisme et démocratie sont devenus des synonymes quasiment interchangeables. En réalité ces trois concepts ont des histoires et des significations très différentes. Leurs rapports mutuels sont traversés de graves tensions dont l'exacerbation éclaire l'actuelle crise de la démocratie.

Les rapports ambigus du capitalisme et du libéralisme

On connaît les deux visages du libéralisme. Sa face politique - liberté d'expression, d'association, de presse ou de religion - est séduisante et fait quasiment l'unanimité, même si elle passe sous silence que ces droits « libéraux » sont devenus réalité grâce aux luttes sociales. Sa face économique est plus controversée : les vertus du laissez-faire, de la main invisible du marché, le caractère sacré de la propriété privée, sont des croyances certes ancrées dans l'idéologie dominante mais aucunement consensuelles.

Malgré l'apparente aversion du libéralisme politique pour la concentration du pouvoir économique, « qui est à la société économique ce que le despotisme est à la société politique » selon Adam Smith, le capital n'a cessé de se concentrer. Marx a décrit mieux que quiconque cette tendance inexorable qui ne s'est pas interrompue une seconde depuis son époque. Le « capitalisme réellement existant » ne vit que par et pour la concentration et les rentes de monopole. Par le jeu incessant des fusions-acquisitions, sous la pression de la finance, grande amatrice de positions dominantes, le monopoly mondial s'accélère aussi, reconstituant à l'échelle globale les oligopoles un moment déstabilisés par la concurrence. Le libéralisme économique accélère la concentration capitaliste et renforce les féodalités de l'argent. Il sape par là même les bases du libéralisme politique, l'égalité des citoyens devant la loi et la chose publique. La tendance séculaire à la concentration du capital rend sans cesse plus aiguë la contradiction entre les droits des citoyens et ceux des propriétaires, aujourd'hui les actionnaires et leurs chargés de pouvoir. Qu'on pense par exemple à la concentration dans le secteur des médias et de l'édition, ou aux pressions que les transnationales font peser sur les décideurs politiques.

Cette aporie du libéralisme, qui semble condamné à s'autodétruire, renvoie à la contradiction entre libéralisme politique et libéralisme économique. « Le libéralisme conçoit l'État comme État de droit autant que comme État minimal » (Norberto Bobbio, *Libéralisme et démocratie*, Cerf, 1996). L'État de droit est supposé protéger le citoyen de la violence et de l'arbitraire. Mais l'État minimal laisse les propriétaires du capital accumuler des pouvoirs illimités ; en même temps, pour les protéger des protestations des opprimés, il use de son monopole de la violence légitime, selon la définition que Max Weber donnait de l'État. Quand les inégalités s'accroissent et quand l'insécurité se répand, l'État minimal devient autoritaire et commence à mettre à mal l'État de droit : en France les réformes « Sarkozy » de 2003-2006, aux États-Unis le Patriot Act ou Guantanamo... L'état de guerre permanent devient le meilleur argument électoral, pour Bush, Poutine et leurs nombreux émules.

Capitalisme et démocratie : mariage tumultueux ou divorce consommé ?

Les rapports entre capitalisme et démocratie sont eux aussi conflictuels. Tocqueville s'inquiétait de cette contradiction : « Pense-t-on qu'après avoir détruit la féodalité et vaincu les rois, la démocratie reculera devant les bourgeois et les riches ? ». Le sociologue américain Robert Dahl parle de « mariage tumultueux » pour décrire les rapports du capitalisme et de la démocratie. Si tumultueux que le divorce a souvent été prononcé : le fascisme, le nazisme, le franquisme et bien d'autres régimes autoritaires ont été instaurés pour sauver le capitalisme en sacrifiant la démocratie...

Après la Seconde Guerre mondiale, les luttes sociales imposent le compromis keynésien - l'État-providence - dans bien des nations occidentales : les substantielles concessions faites au plus grand nombre permettent de redonner une légitimation à un capitalisme aux abois. Mais la crise et l'offensive néolibérale mettent fin à cette alliance éphémère entre démocratie et capitalisme, reconduisant la profonde division...

La mondialisation néolibérale finit par vider les institutions démocratiques de leur substance, n'en conservant que la forme. La mobilité du capital lui donne un pouvoir coercitif sans équivalent. Si les politiques d'un gouvernement ne satisfont pas les exigences des investisseurs, ces derniers le sanctionnent immédiatement en retirant leurs capitaux. Le développement du chômage finit par démoraliser les couches populaires et convaincre les électeurs de consentir sans violence aux mesures exigées : réduction des dépenses publiques, lutte prioritaire contre l'inflation, privatisation des services publics, flexibilité des contrats et du travail... La constitutionnalisation des politiques néo-libérales, sanctuarisant les intérêts de la finance au dessus du politique, s'inscrit dans les traités internationaux, dans les statuts des Banques centrales « indépendantes », dans les autorités « indépendantes » de régulation...

Démocratie ou libéralisme

Cette tension entre capitalisme et démocratie apparaît ainsi irréductible et en voie d'aggravation. La démocratie est elle aussi un concept à deux visages. Comme le capitalisme des monopoles contredit l'idéal concurrentiel, comme le libéralisme économique sape le libéralisme politique, la démocratie formelle va dérivant loin de la démocratie substantielle, qui signifie l'exercice effectif de la souveraineté populaire.

Car, selon Bobbio, le terme de démocratie recouvre au moins deux concepts distincts : d'une part, la « démocratie formelle » qui consiste dans le respect des règles - suffrage universel, droits civiques et politiques...- visant à ce que « le pouvoir fasse l'objet d'une distribution touchant la majorité des citoyens » ; d'autre part, la « démocratie substantielle » fondée sur l'idéal d'égalité et de participation des citoyens aux décisions collectives. La démocratie formelle est une condition absolument nécessaire, mais pas suffisante : la démocratie substantielle exige aussi une certaine égalité des conditions économiques, des capacités réelles de compréhension et d'intervention des citoyens.

La différence de point de vue entre libéralisme et démocratie est claire : les libéraux sont partisans d'un État qui gouverne le moins possible et assure la sécurité. La démocratie formelle leur suffit. Les démocrates veulent un état où le gouvernement soit le plus possible entre les mains des citoyens, et revendiquent la démocratie substantielle.

Dans la mondialisation actuelle, coexistent une extension géographique inédite des procédures démocratiques et une explosion des injustices sociales. Avec la dérégulation et les privatisations, les capacités d'action des dominants creusent l'écart avec celles des dominés. D'un côté la démocratie formelle progresse, et cela contribue indiscutablement à la légitimité du système ; mais de l'autre la capacité effective des dominés à se faire entendre recule, ce qui affaiblit la démocratie substantielle. Il y a une étroite cohérence entre ce recul de la capacité d'action des dominés et l'indifférence (au mieux) des politiques publiques à la question des inégalités. Car seule la démocratie substantielle produit des orientations politiques qui reflètent la volonté bien informée de la majorité de la population. Elle seule peut garantir que les orientations retenues seront justes aux yeux de cette population.

Sortir du libéralisme par le haut

Les grands penseurs modernes de la démocratie étaient assez lucides sur les contradictions entre capitalisme et démocratie. Qu'auraient-ils dit alors s'ils avaient pu voir à quel point la mondialisation néolibérale aggrave ces tensions ! Certains ne sont pas loin d'envisager des alternatives non capitalistes plus compatibles avec la démocratie. Ainsi John Rawls, un des plus importants penseurs libéraux de notre époque, juge conforme à sa Théorie de la justice un « régime socialiste libéral », où « les moyens de production sont propriété publique et les entreprises dirigées par des conseils ouvriers ». Autrement dit, un socialisme démocratique autogestionnaire, où les décisions économiques n'échapperaient plus à l'emprise de la délibération démocratique.

Plus que des raisons théoriques bien fondées, c'est à mon sens le recul de la critique anticapitaliste jusqu'à la fin du XX^e siècle qui explique l'actuel discrédit politique de la perspective autogestionnaire. Pendant des décennies de guerre froide, l'opposition frontale entre libéralisme et communisme a limité l'espace vital de la pensée socialiste démocratique. L'alternative entre dictature du marché ou dictature du parti unique n'a pu être dépassée. Pourtant, au lieu du triangle incohérent capitalisme-libéralisme-démocratie, on peut identifier deux figures assez cohérentes : un « triangle néolibéral » (capitalisme de monopoles - libéralisme économique - démocratie formelle), auquel pourrait s'opposer un « triangle post-libéral » (socialisme autogestionnaire - libéralisme politique - démocratie substantielle). Dans le premier triangle, le libéralisme impulse la concentration et l'interpénétration des pouvoirs

économiques et politiques ; la démocratie formelle légitime le tout, s'appuyant sur la démobilisation populaire, la manipulation médiatique et la logique sécuritaire. Dans le second, la répartition égalitaire des pouvoirs économiques et politiques s'appuie sur et renforce les libertés positives, à travers la participation directe des citoyens aux affaires de l'économie et de l'Etat.

Eric Olin Wright (« Taking the social in socialism seriously ») définit le socialisme démocratique comme un ordre social où la société civile contrôle démocratiquement l'Etat et l'économie. Le développement du mouvement altermondialiste exprime la réaction de la société civile aux menaces de plus en plus graves que la logique du capital financier fait peser sur les droits civils et sociaux, la démocratie, l'environnement, la paix... Faits nouveaux : la convergence inédite de mouvements sociaux classistes (les syndicats) et non classistes (les ONG) ; le caractère d'emblée international, voire mondial, de l'alliance qui se dessine. Ce mouvement refuse la marchandisation systématique des activités humaines, et exige que les populations et leurs représentants élus puissent maîtriser les grands choix économiques, sociaux et écologiques, aujourd'hui pris dans des enceintes privées ou « indépendantes ». Il apparaît aujourd'hui porteur d'exigences fortes de contrôle citoyen sur l'Etat et sur l'économie : les mobilisations sociales contre l'OMC, le G8 ou le FMI, le développement des formes de démocratie participative, le harcèlement des transnationales (Nike, Monsanto, Total...) par les ONG, les mouvements de commerce équitable et de consommation responsable, l'essor de l'économie solidaire, tous ces traits saillants du mouvement social signalent l'exigence d'un renouveau profond de la démocratie et de son extension à des domaines qui lui échappent encore. Dans la vie économique, en particulier en France, l'opinion publique manifeste régulièrement sa désapprobation massive de la gestion néo-libérale des entreprises, qui précarise, licencie et délocalise en fonction du seul critère de la rentabilité financière. Les citoyens veulent pouvoir peser sur les décisions majeures concernant la production, les conditions de travail et de rémunération, l'emploi, les relations de travail, etc. A l'inverse des politiques de privatisation et de déréglementation, la maîtrise collective du développement économique devient aussi un enjeu majeur avec l'aggravation de la crise écologique globale. L'extension du champ d'action de la démocratie, sa revitalisation par le développement de la participation populaire à tous les niveaux, constituent à la fois la finalité majeure et le moyen d'action privilégié du mouvement social. A terme, ce mouvement devra reposer la question du socialisme autogestionnaire comme le prolongement du processus de démocratisation des sociétés modernes engagé par le libéralisme et les Lumières.

Thème n°6. Se battre quand même 'pour' la démocratie ?

Pourquoi la démocratie ?

par Vincent Casanova & Stany Grelet

Vacarme 48 / chantier **puissance de la démocratie. Eté 2009.**

Reprendre le flambeau démocratique ? Il y a mille raisons d'y être réticent, c'est-à-dire mille raisons d'en vouloir à la démocratie, au point de n'être plus tout à fait sûr de la vouloir vraiment. La démocratie, alternative à la tyrannie ? L'histoire a montré qu'elle peut fort bien porter des tyrans au pouvoir, en toute légalité. La démocratie, affirmation d'égalité ? L'égalité juridique frappée à son fronton s'accommode fort bien d'inégalités économiques et sociales profondes, auxquelles ses institutions contribuent, ainsi l'École, machine à produire des hiérarchies et à les justifier. La démocratie, institution de la liberté ? Peut-être, mais d'une liberté de plus en plus conforme aux exigences du libéralisme économique — une liberté sans puissance, sinon celle de choisir, parfaitement congruente aux besoins du marché — et de moins en moins aux principes du libéralisme politique : depuis le 11 septembre 2001, pas un régime démocratique qui n'ait raboté les libertés publiques. La démocratie, promesse de fraternité ? C'est pourtant en son nom qu'on a mené la guerre en Irak, ou qu'on ferme les frontières du Nord à ces barbares du Sud. La démocratie, ou le pouvoir du peuple ? La mise sous le boisseau des référendums sur le traité constitutionnel européen, en Irlande ou en France, ridiculise la proposition. La démocratie, « lieu vide du pouvoir » ? L'homogénéité sociologique des élites politiques et la lenteur de leur renouvellement le démentent. *Démocrate* sert ainsi aujourd'hui d'épithète aux gauches tièdes et centres mous en quête de gouvernement. Et ce sont des partis politiques de tout bord qui invoquent la démocratie pour étouffer la contestation, la figure du citoyen s'avérant infiniment moins menaçante que celle du prolétaire, la belle unité de la Cité infiniment préférable à sa division en classes.

Et pourtant. S'il faut indiscutablement cultiver la méfiance envers tout ce qui, sous le nom de démocratie, consiste en réalité en une saine et sage gestion de la *polis*, tout entière consacrée à contenir ses désordres, à tracer ses frontières, s'il faut en d'autres termes faire la critique de la démocratie telle qu'elle est — ce sera un point de passage du dossier —, il nous semble que tous ceux à qui l'émancipation importe auraient tort de laisser purement et simplement tomber une idée qui en a accompagné l'histoire, et le mot qui la désigne. Pourquoi ?

Critique de la critique

Tout d'abord parce qu'aucun des griefs faits à la démocratie n'est pleinement fondé.

Primo, que des gouvernements brandissent l'argument démocratique pour justifier une guerre, murer les frontières, briser un mouvement social ou maquiller une politique de classe, cela prouve non pas que la démocratie est l'instrument d'une tromperie des masses entre les mains des gouvernants, mais qu'elle pèse sur eux comme un impératif de justification : un hommage contraint du vice à la vertu, ou pour le dire dans un vocabulaire moins moral, une preuve de la difficulté à gouverner le *demos* sans son consentement.

Secundo, que déclarer des droits ne suffise pas à réaliser l'égalité et la liberté — c'est-à-dire l'égalité liberté —, c'est là une évidence : ils n'ont de force qu'à l'usage. Or ils servent, avec une efficacité politique certaine. Ils ont servi aux colonisés pour conquérir l'indépendance, aux femmes pour menacer les privilèges masculins, aux noirs d'Amérique ou d'Afrique du Sud pour dénoncer la ségrégation, aux gays et aux lesbiennes pour réclamer et parfois obtenir la reconnaissance de leurs couples, etc. Ils serviront encore : la démocratie offre à tous ceux qui oeuvrent à dénaturiser les dominations un argument massue, et dont les

champs d'utilisation n'ont cessé de s'étendre depuis. À cet égard, on a tort d'objecter la lutte des classes à la démocratie « bourgeoise », ou de cantonner l'usage de l'argument démocratique aux « nouveaux mouvements sociaux » : le mouvement ouvrier peut être lu, lui aussi, comme une extension de la révolution démocratique — en l'occurrence, à la sphère du travail, même si le bout du chemin est encore loin.

Tertio, que les régimes démocratiques soient à l'occasion indignes d'eux-mêmes, c'est-à-dire de leurs principes et de leur histoire, que des dirigeants élus puissent passer outre aux résultats d'un référendum constitutionnel, qu'un Conseil constitutionnel puisse approuver la conformité d'une loi sur la rétention dite de « sûreté », inversion historique spectaculaire d'un terme qui désignait le droit, hautement démocratique, à la protection contre l'arbitraire, que les étrangers non communautaires résidant en France n'aient toujours pas le droit de vote, là même où la Révolution française envisageait de l'accorder sans considération de nationalité, que des groupes sociaux entiers restent durablement exclus des lieux où l'on produit les lois, et que tout cela soit scandaleux, cela doit donner le désir, non pas d'en finir avec une démocratie décidément trop décevante, ni d'en regretter les grandes heures (la démocratie n'a jamais été pleinement adéquate à l'image qu'elle dessinait d'elle-même, pas plus à Athènes qu'en 1792), mais de la pousser plus avant : l'écart de la démocratie à elle-même n'est pas son mensonge constitutif, qu'il s'agirait de révéler, mais sa dynamique même, qu'il s'agit de prolonger.

Quarto, reprocher à la société démocratique d'avoir accouché d'un individu narcissique, indifférent à la chose publique, éternel adolescent, accroché à des désirs médiocres, vieille crainte tocquevillienne remise au goût du jour par les Cassandre de la post-modernité, c'est rater la réjouissante démocratisation de l'individualisme et non moins réjouissante dé-domestication du privé. La démocratie moderne s'est en effet constituée sur la valorisation de l'autonomie individuelle et sur la sanctuarisation corrélative d'une sphère privée, protégée des intrusions de l'État. Mais pour être un individu, encore faut-il en avoir les moyens matériels : l'individualisme fut longtemps un privilège de propriétaires. Quant à l'enceinte privée, elle a principalement servi de rempart à ceux — les mêmes, souvent — qui souhaitaient soustraire les domaines du travail et de la famille à l'exigence démocratique d'égalité, pour en maintenir une gestion hiérarchique. Fable pour fable, à celle d'un affaïssement des vertus civiques et des grandeurs privées, on préférera celle-ci : le « je fais ce que je veux » multiforme a démocratisé l'individualisme et peuplé le privé, désormais rempli d'affirmations de subjectivité tous azimuts et de désirs multiples qui — quoi qu'on pense de leur consistance — l'ont rendu moins aisément hiérarchisable.

Puissance de la démocratie

Au fond, si aucune des critiques contemporaines de la démocratie n'est tout à fait convaincante, c'est parce qu'elles en présupposent toutes une définition étroite, qui la réduit à ses institutions, électorales en particulier. Il y a une tout autre manière de la concevoir. La voici en quelques mots. D'une part, le « peuple » de la démocratie est politique et non sociologique : il ne s'agit pas d'un groupe social *a priori*, défini par ses caractéristiques objectives, mais de n'importe quel ensemble d'individus venant opposer l'évidence de l'égalité à la contingence de la domination, débordant ainsi la place qui lui est assignée, désassemblant du même coup un ordre tenu pour naturel (la domination masculine, la

supériorité de l'homme blanc, etc.) ou fonctionnel (le gouvernement des meilleurs, la division verticale du travail, etc.). D'autre part, le « pouvoir » du peuple, avant d'être une *arkhé*, pouvoir réglé et régulateur des constitutions légitimes et des régimes stables, est un *kratos*, soit une « victoire » qui donne de la force, du courage, un courage pour vaincre bien sûr (« *we shall overcome* »), mais aussi celui que l'on trouve en soi-même et qui revient décuplé, lorsqu'on se constitue en sujets, ensemble. À cet égard, « démocratie » est sans doute la meilleure traduction du terme *empowerment*, forgé par les luttes minoritaires — noires et gaies notamment — pour dire ce processus.

Il n'y a donc ni à guetter un renouveau de la démocratie, ni à en craindre le déclin. C'est là toute la faiblesse des efforts déployés pour la rendre « participative ». Participative, la démocratie l'est déjà, pour peu qu'on y inclue de plein droit la politique non gouvernementale et extra-électorale : il y a un million d'associations en France, et rien qu'à Paris, la Préfecture de police a compté 1241 manifestations les quatre premiers mois de 2009. Quant à la désaffection supposée des urnes, baromètre commun aux détracteurs et aux défenseurs de la démocratie électorale, elle n'est en rien linéaire, et périodiquement démentie par des poussées massives de participation — voir les derniers scrutins présidentiels français et américains. Outre qu'il suggère un âge d'or (mais lequel au juste ? l'élection de Charles de Gaulle ? le suffrage censitaire ?), le discours du désamour démocratique révèle surtout le point de vue et le point aveugle de ceux qui le tiennent : une conception de gouvernant, guettant les signes de la venue du peuple à soi un matin d'élection, déplorant son absence, incapable de voir qu'il a d'autres lieux d'expression, d'autres modes d'existence.

Certes, s'il faut compter comme démocratiques des formes d'activité qui excèdent la politique instituée, ne rejetons pas pour autant l'institution hors de la démocratie. C'est la limite d'une opposition trop tranchée entre *kratos* et *arkhé*. Il y a des usages possibles de la démocratie instituée, en particulier de son droit, y compris européen, même si celui-ci reste clivé entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, entre un libéralisme politique vigoureux, notamment sur la question des prisons, et un libéralisme économique obtus, en particulier dans le domaine des droits du travail. Il y a aussi de la démocratie au sens où nous l'entendons au coeur de ses formes les plus conventionnelles : l'élection d'un homme noir à la présidence des États-Unis a sans doute suscité un peuple. Il y a également de l'institution, même sur le mode mineur, du côté des luttes démocratiques, et on a tort de n'y voir que les prémices d'une sclérose bureaucratique — vouloir durer un peu n'est pas honteux quand c'est pour changer le monde. Il y a enfin beaucoup d'aplomb à juger comme illusoire et aliéné le désir d'institutions démocratiques là où elles sont absentes : des élections disputées, des scrutins transparents, des contre-pouvoirs au sein et à l'extérieur de l'État, une presse indépendante, des libertés publiques, c'est mieux qu'un cadre minimal et vide de la démocratie — c'est pleinement désirable.

Reste que, là où la démocratie est conquise sous sa forme constitutionnelle, elle reste inachevée. Parmi les nombreux domaines où « l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui » n'est pas encore reconnue, retenons-en deux, décisifs selon nous : l'immigration et le travail. On sent bien, sur ces deux fronts, l'énormité de la contradiction : refusé aux étrangers non-communautaires, le suffrage n'est toujours pas universel en France ; encore explicitement organisée sur un mode hiérarchique, la production reste profondément anti-démocratique. On mesure, évidemment, la solidité des cadenas à forcer : l'État-nation dans un cas, le

*Tous unis contre la démocratie. Thèmes et choix de textes sélectionnés pour le Collectif
Manifestement par Olivier Guilmain.*

capital dans l'autre, rien que cela. Mais on sent mieux, du coup, le formidable potentiel de libération que la démocratie porte en elle : seul l'argument d'égalité est à même de faire sauter de tels verrous. C'est en tout cas le pari stratégique de ce dossier. La démocratie conserve une faculté incomparable à mettre le pouvoir hors de ses gonds. « Nous sommes vos égaux » : il y a dans cette réponse à la domination une évidence têtue. Un big-bang politique qui n'a pas fini de produire ses effets.

Dossier coordonné par **Vincent Casanova & Stany Grelet.**

Thème n°7 Alain Badiou et la démocratie

« De quoi Sarkozy est-il le nom ? »

Commentaire 1. Source : paris4philo

Pour être vivante, une démocratie doit produire de la démocratie.

Hélas pour eux, ce qui vaut pour la loi vaut pour la démocratie : elle vit d'être interprétée, ouverte et de ne pas être prise au pied de la lettre. Voilà ce qui explique le malaise, le *sentiment de déprime* : l'élection de N. Sarkozy, c'est la victoire de la démocratie prise à la lettre, et c'est la défaite de la démocratie comprise dans son esprit. L'ayant bien saisi, Alain Badiou structure la première question de son essai sur cette rupture entre la forme de la démocratie et son contenu : « *Si le nombre exige à lui seul qu'on le célèbre, alors cela veut dire que la démocratie est strictement indifférente à tout contenu.* » (p. 41) Ce qui signifie que pour être vivante, une démocratie doit produire de la démocratie. Si une démocratie produit de la tyrannie, de la dictature ou un régime hybride qui relègue la politique à n'être rien de plus que l'un des rouages d'un système de féodalités économiques, alors nous ne sommes plus dans un régime fondé par l'esprit de la démocratie mais par sa lettre.

Pour bien saisir ce que signifie *produire de la démocratie*, il faut revenir au sens du mot : la démocratie, c'est-à-dire la souveraineté au peuple. Alain Badiou note que ce sens s'accorde mal, à l'expérience, avec le fait de présenter comme indiscutable tout ce qui est désigné arbitrairement par la majorité du suffrage universel. La participation massive souvent invoquée par les partisans de N. Sarkozy lui inspire ce sarcasme : « *Par leur nombre stupide, ils ont fait triompher la démocratie (...) Le suffrage universel serait la seule chose qu'on aurait à respecter indépendamment de ce qu'il produit ? Et pourquoi donc ?* » (p. 41).

Le sarcasme recèle pourtant ici une vérité : la souveraineté populaire est une fin dont le suffrage universel ne doit être que le moyen. Que l'on inverse ce principe, et l'on érige un système qui n'est plus qu'une vassalité populaire légitimée par l'assentiment du plus grand nombre. Une démocratie la tête à l'envers, si l'on veut : « *Pourquoi diable 51% des Français seraient-ils « les » Français ? N'est-il pas constant dans l'Histoire, comme par exemple au moment crucial de l'occupation allemande, que « les Français », c'est bien plutôt la toute petite minorité de Résistants, en fait, pendant au moins deux ans, trois pelés et un tondu ? Les autres sont largement pétainistes, ce qui veut dire, dans les conditions de l'époque, non pas du tout « Français », mais serviteurs peureux de l'Allemagne nazie.* »

« De quoi Sarkozy est-il le nom ? »

Commentaire 2 de : © Acontresens 3-12-2007 :

« Toute chaîne de peurs conduit au néant, dont le vote est l'opération »

Outre l'analyse acide de ce dont Sarkozy est le nom, **Badiou** donne quelques considérations sur l'imposture de la « **démocratie** » électorale. Face aux insupportables discours sans cesse rabâchés par les médias de la prétendue « victoire de la **démocratie** » à chaque participation électorale, **Badiou** fustige : « *Si le nombre à lui seul exige qu'on le célèbre, alors cela veut dire que la **démocratie** est strictement indifférente à tout contenu (...) Le suffrage universel serait la seule chose qu'on aurait à respecter indépendamment de ce qu'il produit ? Et pourquoi donc ?* ». Il prône donc l'irrespect envers cette « *procédure irrationnelle* », de plus en plus vide de sens et pourtant toujours jugée sérieuse voire « *vécue comme un impératif* » : « *l'esprit désorienté, qui ne sait à quel saint ou à quel Pétain se vouer, n'en est pas moins convaincu de la haute importance du vote* », présenté comme un choix. Les médias participent pleinement à cette entreprise d'irrationalité, en propageant ce que **Badiou** nomme les « *affects dominants* ». En l'occurrence, « *l'affect collectif qui projette en avant une sorte de comptable bourré de tics, maire de la ville où se concentre toute la richesse héréditaire, en outre visiblement inculte, pourrait être appelé, comme sous la Révolution française, "la grande peur".* » La peur, terreau du « pétainisme », qui est selon **Badiou** une forme non-affirmative de fascisme, fondement d'un Etat « *habilité à devenir terroriste* ».

Cette peur, **Badiou** l'analyse sous deux formes incarnées par la droite d'un côté et la gauche de l'autre. La première caractérise selon lui des gens qui « *dominateurs et privilégiés, sentent que ces privilèges sont relatifs et menacés* », et qui manient la peur des étrangers, des banlieues, etc. et créent chez d'autres, dominés et non privilégiés, « *le désir d'avoir un maître qui vous protège, fût-ce en vous opprimant et paupérisant plus encore* ». La seconde – de gauche – est définie comme réactive : elle est « *la peur que la première peur évoque, pour autant qu'elle convoque un type de maître, le flic agité, que le petit-bourgeois socialiste ne connaît pas et n'apprécie pas* ». On pourrait nuancer cette analyse par de nombreux exemples prouvant que des socialistes, depuis bien longtemps, n'ont pas eu besoin de la peur de droite pour manier leur propre peur, depuis Guy Mollet pendant la guerre d'Algérie (1956) jusqu'à Chevènement et le colloque de Villepinte (1997).

Face à la mascarade électorale et démocratique, **Badiou** propose sa vision de la politique, définie comme « *action collective organisée, conforme à quelques principes, et visant à développer dans le réel les conséquences d'une nouvelle possibilité refoulée par l'état dominant des choses* ». Il s'agit d'affirmer « *la conviction que construire une réunion, capable de conclure sur un point et d'établir une durée à l'abri des échéances de l'Etat, avec quatre ouvriers africains d'un foyer, un étudiant, un manoeuvre chinois du textile, un postier, deux mères de famille d'une cité et quelques traînards d'une cité, est infiniment plus*

important, d'un infini lui-même incommensurable, que de jeter le nom d'un politicien indiscernable dans la boîte-à-compter de l'Etat ». Badiou propose en ce sens huit « points praticables » (« tous les ouvriers qui travaillent ici sont d'ici », « la science gratuite l'emporte sur la technique », « tout processus qui est fondé à se présenter comme le fragment d'une politique d'émancipation doit être tenu pour supérieur à toute nécessité de gestion », « un journal qui appartient à de riches managers n'a pas à être lu par quelqu'un qui n'est ni manager ni riche », « il y a un seul monde » etc.) comme guides possibles de la pensée et de l'action politiques, dont le but reste la réalisation de ce qu'il nomme « l'hypothèse communiste ». Nous renvoyons à son ouvrage pour le développement de ces points, débouchant sur un appel incantatoire (naïf ?) à l'organisation politique, et à ce qui pourrait ressembler à un (joli) slogan soixante-huitard : « l'endurance dans l'impossible ».

Nonfiction.fr

Entretien avec Alain Badiou : Politique, démocratie et "hypothèse communiste"

[jeudi 27 mars 2008]

nonfiction.fr : *Abordons maintenant l'approche politique de votre pensée et notamment la manière dont vous définissez la démocratie. Vous semblez dire, notamment dans la préface de Logique des mondes, où vous opposez la "démocratie matérialiste" à une "dialectique matérialiste", que la démocratie ne permet pas de penser la vérité, qu'elle ne permet pas de penser l'événement. La démocratie parlementaire telle qu'elle est exercée aujourd'hui permet-elle une pensée de l'événement ? De manière générale, qu'est-ce que penser la politique si la démocratie ne le permet pas ?*

Alain Badiou : Sur le premier point, je pense qu'il faut toujours rappeler ce que disait Lénine, à savoir que la démocratie au sens où on l'entend est une forme d'État. Le dispositif parlementaire constitue une forme d'État. On peut en discuter en tant que forme d'État, on peut le comparer à d'autres formes d'État. Savoir quel rapport ça a avec une procédure de politique comme procédure de vérité est une question tout à fait différente. Je pense en effet que le système représentatif, normé par le nombre, en relation très étroite avec une structure qui elle-même est en réalité oligarchique (tout le monde sait que les institutions parlementaires ont comme noyau une oligarchie financière, politique et médiatique, à vrai dire assez restreinte) est un ensemble cohérent, qui fonctionne, mais qui ne nous ouvre aucun accès à la vérité politique. Je dirais même qu'il est fait pour qu'il n'y ait pas cet accès. La structure dominante est suffisamment souple d'une certaine manière pour masquer tout accès à la vérité politique, sans le faire de façon violemment visible, sauf dans certaines circonstances.

La politique est la procédure de vérité la plus explicitement liée à des frappes événementielles singulières. La pensée que j'en ai, c'est qu'elle est le système possible des conséquences les plus durables qu'on puisse déployer de cette rareté événementielle. Penser la politique, c'est penser ce que peuvent être les organisations, les manifestations, les déploiements des conséquences successives ou point par point d'un événement qui vient rompre ce qu'on peut appeler la figure étatique. Ça ne veut pas dire que l'État va s'effondrer,

qu'on va le prendre, etc. Je ne suis pas insurrectionnaliste. Mais il y a un dérèglement de la configuration étatique qui permet tout d'un coup une lisibilité minimale du processus politique comme d'un processus de vérité et non pas comme gestion des affaires.

nonfiction.fr : *Vous semblez en effet regretter le fait qu'on s'en tienne aujourd'hui à une gestion des affaires. Quel pourrait-être selon vous le mode d'organisation politique qui permettrait de se tenir à la hauteur de l'événement et de la pensée du politique ?*

Alain Badiou : Je pense qu'on est très loin de le savoir. L'intuition, vague, de Marx – chez Marx il y a des côtés extrêmement précis, analytiques concernant le fonctionnement du capital, mais dans le champ de la politique c'est au contraire beaucoup plus vague – est que cette forme d'organisation devait pouvoir être représentée en l'absence d'un État. Son mot d'ordre le plus important était quand même le dépérissement de l'État et sur ce point il faut toujours rappeler qu'il était en définitive d'accord avec les anarchistes. La lutte entre Marx et Bakounine était très violente et très sévère mais elle ne portait pas sur le point de l'éradication de l'autorité étatique. Personne ne sait aujourd'hui ce que veut dire exactement cette intuition, je le reconnais, mais je pense que le déploiement politique doit être tel qu'il demeure compatible avec cette hypothèse. C'est une autre démarche, comme en science, où vous faites une expérience sur un point local, un point particulier, mais où vous savez que ce vous allez expérimenter doit être compatible avec une hypothèse plus générale sur l'univers. Je dirais que c'est la même chose en politique aujourd'hui. Nous n'avons que des expérimentations locales. Je ne peux donc pas répondre à votre question.

Quelle serait la forme d'organisation ? Marx disait une forme d'organisation associative, il parlait de remplacer l'autorité par l'association. C'était idéologique. Je crois qu'on ne peut même pas dire ça. Mais ce qu'on peut dire c'est que les expérimentations locales, c'est-à-dire les formes d'organisation nouvelles, les conséquences qu'on tire d'un événement – même limité, même localisé – les types de trajet à l'intérieur de nos sociétés, que l'on peut faire au nom de la politique, doivent être compatibles avec une idée que finalement la société pourrait être associative et non pas étatique ; ce n'est pas le destin inéluctable de la société d'être organisée de façon hiérarchique et autoritaire. Cette idée est une norme tout à fait abstraite. Le sens de cette démarche est platonicien. À la fin du livre IX de la *République*, on rétorque à Socrate que le modèle qu'il propose n'est pas réalisable, n'a jamais existé et n'existera jamais, ce à quoi celui-ci répond de façon mitigée, en disant que ce modèle existera peut-être, mais qu'en tout cas il faudra vivre en conformité avec lui.

Il faut que les expériences politiques qu'on considère comme novatrices restent compatibles avec ce type d'hypothèse associative, et non pas qu'on se soucie de savoir comment elles vont pouvoir se généraliser dans l'espace parlementaire – ça c'est évidemment l'impasse.

nonfiction.fr : *Peut-on alors dire que pour vous cette pensée du politique est ce qui donne mouvement à l'histoire sans jamais pouvoir lui assigner une fin ?*

Alain Badiou : Absolument. On pourrait tout à fait dire ça et il faut faire l'économie du motif d'une fin de l'histoire pour pouvoir penser le rapport entre une expérience politique localisée

significative et l'hypothèse générale que la politique n'a pas à être pliée dans les figures existantes de l'État.

nonfiction.fr : *Ceci rejoint aussi un peu ce que vous nommiez dans votre dernier ouvrage la question de l' "hypothèse communiste".*

Alain Badiou : C'est la même chose oui. J'appelle "communiste" l'hypothèse générique qui sert de norme.

nonfiction.fr : *Par rapport à cette hypothèse communiste, comment vous positionnez-vous par rapport à la formulation qui en est faite dans l'ouvrage récemment réédité de Jean-Luc Nancy et Jean-Christophe Bailly, La comparution¹ où cette hypothèse n'est jamais assignée à un contenu et pas même vraiment à une norme, mais d'abord reconduite à la pensée d'un être en commun qu'aucun contenu, ni défini ni indéfini, ni venu ou à venir, ne pourrait épuiser ?*

Alain Badiou : J'avais été très frappé au moment de la sortie de ce livre en 1991. J'avais même dit à Jean-Luc Nancy, qui est un ami, qu'il y avait un aspect de lui que les gens ne soulignaient jamais assez, qui est qu'il est le dernier communiste. Je suis en vérité d'accord, au sens suivant : finalement Bailly et Nancy ne renoncent pas à l'hypothèse communiste comme hypothèse générique du rapport aux impasses de l'histoire et de la politique. Mais eux essaient de travailler dans une orientation philosophique un peu différente – mais pas contradictoire – sur ce qu'on pourrait dire d'une société qui serait associative ou directement réglée par l'en-commun ou par la communauté et non pas précisément par la hiérarchie et par l'État. Ils essaient de se tenir au plus près de cela tout en disant que ça ne peut pas être un programme, un devenir, une forme d'organisation. C'est au fond comme une anticipation expérimentée de la pensée elle-même. Ils essaient de creuser le terme "communisme" : communisme, commun, l'en-commun, la communauté, etc.

nonfiction.fr : *Ils ramènent cela à une condition essentielle.*

Alain Badiou : Exactement. Ils ramènent cela à une condition, je ne dirais pas transcendantale, mais à une espèce de condition de la possibilité de la pensée de cela sans que le contenu puisse être immédiatement déterminé. Disons que je me sens compatible avec tout cela.

nonfiction.fr : *Mais vous semblez tout de même défendre l'idée d'une plus grande détermination du contenu.*

Alain Badiou : C'est mon vice, je suis comme un vieux militant. Il faut encore que ça ait une réalité minimale, que ça signifie. Quand je me réunis avec quatre ouvriers sans-papiers dans un foyer, il faut que je puisse avoir une perception du rapport entre cette réunion et la grande spéculation. J'ai besoin que l'expérience se poursuive et atteste le réel de l'hypothèse même si elle en est en apparence très écartée. Je dois pouvoir penser moi, dans le processus politique effectif, si localisé soit-il, son homogénéité à l'hypothèse. J'en ai besoin pour la validité de l'hypothèse elle-même. L'hypothèse n'est pas auto-suffisante. Comme dirait un vieux député se présentant aux élections, je suis un homme de terrain.

*Tous unis contre la démocratie. Thèmes et choix de textes sélectionnés pour le Collectif
Manifestement par Olivier Guilmain.*